

**Présenté par  
Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT-AIR-ÉNERGIE  
QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT</a>	8
<a href="#">Règlement d'intervention modifié stratégie énergie climat</a>	9
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	21
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	30
<a href="#">Annexe 1- Fiche-projet Bruitparif</a>	31
<a href="#">Annexe 2- Fiches projets AIRPARIF</a>	34
<a href="#">Annexe 3 - Fiches Projets Innovons pour l'air de nos stations</a>	39
<a href="#">Annexe 4 - Bénéficiaires capteurs CO2 purificateurs</a>	45
<a href="#">Annexe 5 - Fiches projets Stratégie énergie-climat investissement</a>	47
<a href="#">Annexe 6 - Fiche-projet Colloque H2 en fonctionnement</a>	164
<a href="#">Annexe 7 - Convention EDF Région IDF</a>	167
<a href="#">Annexe 8 - réaffectations</a>	191
<a href="#">Annexe 9 - modifications administratives</a>	196
<a href="#">Annexe 10 - Avenant n°1 à la convention chaufferie Fontainebleau</a>	204

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de proposer au vote de la commission permanente plusieurs dispositions au titre du plan « Changeons d'air en Île-de-France » et de la mise en œuvre de la « Stratégie régionale énergie-climat ».

### 1. Politiques bruit, air

#### 1.1 Affectations à BRUITPARIF

Le présent rapport propose l'attribution du solde de subventions à BRUITPARIF, pour 2023, conformément à la convention pluriannuelle conclue entre la Région Île-de-France et l'Association BRUITPARIF, approuvée par délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014, signée le 3 avril 2014 et prorogée par l'avenant n° 9 adopté par délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022, soit :

- au titre du fonctionnement : **480 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit », action 17800102 « soutiens à BRUITPARIF » ;
- au titre de l'investissement : **81 000 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit » action 17800101 « soutiens à BRUITPARIF ».

A cet effet, il convient de transférer 81 000 € du chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 7222 « Action en matière de propreté urbaine et de nettoyage », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté » vers le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit » action 17800101 « soutiens à BRUITPARIF », du budget 2023

La fiche-projet des investissements concernés figure en annexe 1 à la délibération.

#### 1.2 Affectations à AIRPARIF

Ce rapport propose également l'attribution de subventions à AIRPARIF, pour 2023, conformément à la convention (2016-2021) signée le 4 juillet 2016 entre la Région et cette association, prorogée par l'avenant n° 4 adopté par délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022, soit :

- au titre du fonctionnement : **340 000 €** d'autorisations d'engagement (40 % du montant prévu au BP 2023), disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « Qualité de l'air et climat », action 574001052 « Fonctionnement d'AIRPARIF » ;
- au titre des investissements : **359 000 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001012 « Investissement et études d'AIRPARIF », soit : 304 000 € (40 % du montant prévu au BP 2023 pour le programme général) et 55 000 € pour l'accompagnement dans le cadre du Airlab des expérimentations de l'appel à projets régional « innovons pour l'air de nos stations ».

A cet effet, il convient de transférer 55 000 € du chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-001 (174001) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public » sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001012 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2023.

Les fiches projets des investissements concernés figurent en annexe 2 à la délibération.

### 1.3 Affectations dans le cadre du dispositif « Innovons pour l'air de nos stations »

La Région a lancé, en 2018, un appel à projets « Innovons pour l'air de nos stations », qui a permis d'identifier et d'expérimenter de nouvelles solutions en faveur de la qualité de l'air dans les enceintes ferroviaires souterraines. Ces technologies doivent maintenant être testées à plus grande échelle par les opérateurs dans le cadre du plan global adopté par Île-de-France Mobilités le 25 mai 2022.

En parallèle et de manière complémentaire, l'appel à projets régional a été relancé pour identifier et évaluer l'intérêt d'autres solutions innovantes.

Il est ainsi proposé d'affecter un montant total de **341 000 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-001 (174002) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public » en faveur de 2 expérimentations :

- 145 000 € à la société Cofren pour le développement, les tests et l'adaptation de nouveaux matériaux moins émissifs pour les freins équipant le matériel ferroviaire ;
- 196 000 € à la société Addair pour le développement et l'expérimentation d'équipements innovants de filtration électromagnétiques.

A noter qu'une 3ème expérimentation menée par la société Techmar, s'inscrit dans le cadre de cette session de « innovons pour l'air de nos stations ». Une phase préalable déterminera le besoin ou non de subvention.

La liste des opérations soutenues figure en annexe 3 à la délibération.

### 1.4 Affectations dans le cadre du dispositif d'aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergement

Il est proposé de soutenir **3** opérations pour un montant total de **14 520,01 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-001 (174001) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public ».

La liste de ces opérations figure en annexe 4 à la délibération.

## 2. Politique climat, air, énergie

### 2.1 Affectation de subventions dans le cadre de la « Stratégie régionale énergie-climat »

Ce rapport propose de soutenir différents projets et d'affecter en investissement :

**11 843 493,02 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Énergie », action 575002032 « Énergies renouvelables », pour soutenir **36** opérations, soit :

- 8 826 682,50 € en faveur de 7 opérations dans le cadre de l'appel à projets « EnR&R chaleur et froid renouvelables » ;
- **3 005 474,52 €** en faveur de **26** opérations dans le cadre de l'appel à projets « développement des énergies renouvelables électriques » ;

- 7 136 € en faveur de 2 opérations dans le cadre de l'appel à projets « 100 projets d'énergie renouvelable citoyens » ;
- 4 200 € pour soutenir 1 étude de faisabilité pour une chaudière biomasse.

**2 207 247,52 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », pour soutenir **20** opérations, soit :

- 1 221 013 € en faveur de 11 opérations d'éclairage public ;
- 986 234,52 € en faveur de 9 opérations dans le cadre de l'appel à projets « bâtiments publics durables ».

A cet effet, il convient de transférer 1 629 964, 50 € du chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001032 « Fonds renouvellement chaudières » vers le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 5 à la délibération.

## **2.2 Affectations au titre de la politique de développement des EnR et notamment la politique hydrogène menée par la Région**

Dans, ce cadre, le présent rapport propose d'affecter en fonctionnement :

- **20 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500204 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie » au GIP ROISSY MEAUX AEROPOLE afin de réaliser un colloque sur l'hydrogène et les potentiels du territoire, dont la fiche-projet figure en annexe 6 à la délibération.

A cet effet, il convient de transférer 20 000 € du chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 758 « « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Action d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », vers le chapitre 937 « Environnement », chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500204 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023.

- **40 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », afin d'effectuer les bons de commandes nécessaires à l'organisation des événements (Salons – notamment Hyvolution, colloques, supports de communication, buffets,...).

A cet effet, il convient de transférer 40 000 € du chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 7222 « Action en matière de propreté urbaine et de nettoyage », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds de propreté » vers le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023.

### 2.3 Modification du Règlement d'intervention Stratégie Energie Climat

Le règlement d'intervention énergie-climat proposé présente les évolutions suivantes :

- Appel à projets Rénovation bâtiments publics :
  - o Le plafond de la subvention est porté à 450 000 € ;
  - o La rénovation énergétique des équipements sportifs est incluse ;
- Appel à projets Chaleur et froid renouvelables : le financement des pompes à chaleur est précisé.

Le règlement d'intervention modifié figure en annexe au rapport et entrera en vigueur le 6 juillet 2023.

### 2.4 Approbation de la convention-cadre de partenariat entre EDF et la Région Île-de-France

Ce rapport propose en outre d'adopter une convention-cadre de partenariat ayant pour objet de définir les orientations générales du partenariat entre EDF et la Région Île-de-France pour mener des actions visant le développement des énergies renouvelables et la neutralité carbone.

Cette collaboration vise également à impulser et à soutenir les initiatives innovantes, en cohérence avec les compétences et stratégies régionales en matière de développement économique, d'innovation, d'emploi et de formation en lien avec la transition écologique.

La convention figure en annexe 7 à la délibération.

### 2.5 Protocole d'accord Région-EDF Renouvelables France

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie énergie-climat et plus particulièrement du plan « Île-de-France Territoire Solaire », et suite à l'accord de confidentialité adopté par délibération n° CP 2022-161 du 20 mai 2022, la Région propose d'étudier la possibilité de prise de participation dans le projet de centrale photovoltaïque porté par EDF Renouvelables France sur le site de Porcheville (78). Afin d'avancer dans les discussions, un protocole d'accord doit être signé entre EDF renouvelable France et la Région. Celui-ci est consultable auprès du secrétariat général.

## 3. Communication et expertise

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques régionales de santé-environnement, de lutte et d'adaptation au dérèglement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air, ce rapport propose d'affecter **20 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », afin d'effectuer les bons de commandes nécessaires au maquettage, à la reprographie et au colisage des documents de planifications stratégiques (PRSE 4 notamment), ainsi que l'organisation des réunions, événements et aux autres dépenses (expertises, communication...).

A cet effet, il convient de transférer **20 000 €** du chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 7222 « Action en matière de propreté urbaine et de nettoyage », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds de propreté » vers le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023.

#### 4. Réaffectations et modifications administratives

Deux réaffectations sont proposées :

- A la suite de la saisine du médiateur, il est proposé de réaffecter un montant de **49 000 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables » à la commune des Mureaux pour la construction d'une chaufferie biomasse au sein du nouveau pôle Léo Lagrange ;
- En raison d'une erreur matérielle, il est proposé de réaffecter **40 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie » en faveur de l'ALEC Sud Parisienne.

Les fiches projets ainsi modifiées figurent en annexe 8 à la délibération.

Concernant le dispositif Copro durables :

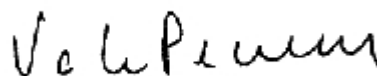
- à la suite d'un changement de bénéficiaire, il est proposé de procéder au transfert du solde de la subvention de 82 850,62 € affectés initialement à FONCIA VAUCELLES par délibération n° CP 2018-121 du 16 mars 2018 (dossier n° 18003050) au nouveau bénéficiaire FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS ;
- à la suite d'un changement de bénéficiaire, il est proposé de procéder au transfert de la subvention de 11 033,75 € affectés initialement au CABINET GENIEZ IMMOBILIER par délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 (dossier n° 15016654) au nouveau bénéficiaire FONCIA MANSART.

Les fiches projets et avenants à la convention ainsi modifiés figurent en annexe 9 à la délibération. En raison d'une erreur matérielle, il est proposé de modifier la convention financière relative au soutien à la construction d'une chaufferie biomasse et d'un réseau de chaleur urbain, attribué à la commune de Fontainebleau par délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 (dossier n° EX044594).

L'avenant figure en annexe 10 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## **ANNEXE AU RAPPORT**



## **Règlement d'intervention modifié stratégie énergie climat**

## **Règlement d'intervention Stratégie régionale énergie-climat**

**Date d'entrée en vigueur le 6 juillet 2023**

Par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018, la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France a été adoptée. A travers ce document, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.

L'objectif pour 2030 est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire de l'Île-de-France par rapport à 2015, grâce à :

- la réduction de près de 20 % de la consommation énergétique régionale ;
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien ;
- la multiplication par 3 de la part globale des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) dans la consommation énergétique régionale.

Par délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019, la Région a adopté le plan solaire et la charte hydrogène par délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 pour accompagner l'essor de ces énergies et accélérer la réalisation des projets sur le territoire francilien.

Ce dispositif d'aide est pris en application :

- du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 modifié et notamment du régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ou
- du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

### **Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales**

Sauf mention contraire, les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre de la stratégie énergie-climat sont toutes les personnes morales.

Dans le cadre d'une opération réalisée en délégation de service public, les bénéficiaires des subventions régionales sont les collectivités et leurs groupements en leur qualité de délégataire, charge à elles de reverser la subvention régionale au délégataire.

### **Article 2 : Actions éligibles et subventions**

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des maxima.

Pour être éligible à un soutien de la Région Île-de-France, toute demande de subvention doit précéder le démarrage des travaux et/ou prestations intellectuelles de l'opération envisagée, les dépenses éligibles des dossiers éligibles sont prises en compte à compter de la date de démarrage indiquée sur la fiche projet.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. Cette décision appartenant à la commission permanente de la Région.

La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, dans la limite du budget régional.

Règle de non-cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvrirait les mêmes dépenses.

Basée sur la comparaison entre la solution du projet proposée par le dossier de demande de subvention et une solution de référence (lorsque cette comparaison est possible) l'analyse économique d'un projet permet de déterminer le montant de l'assiette des investissements éligibles et le juste niveau d'aide publique à attribuer au projet en ce qu'elle permet :

- d'analyser la faisabilité économique du projet (au travers, notamment, de l'indicateur de taux de rentabilité interne) afin d'apporter le juste niveau d'aide publique aux projets ;
- de faire respecter les plafonds de subvention imposés par la réglementation européenne des aides d'Etat, notamment le régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ou le règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

Les actions éligibles, les dépenses éligibles et les subventions correspondantes sont présentées ci-après. La Région propose ainsi **des appels à projets, des appels à manifestation d'intérêt et des dispositifs complémentaires** afin d'inscrire résolument l'Île-de-France dans la transition énergétique.

La méthanisation fait l'objet d'un plan dédié, dont le règlement d'intervention modifié a été adopté par délibération n° CP 2023-082 du 29 mars 2023.

## **1. Les appels à projets (AAP) et appels à manifestation d'intérêt (AMI)**

Chaque appel à projets et appel à manifestation d'intérêt fera l'objet d'un règlement dédié venant préciser les critères d'éligibilité, ainsi que le calendrier à respecter.

Les axes d'analyse seront adaptés selon les appels à projets. Ces axes pourront être notamment les suivants :

- le caractère innovant du projet
- l'acceptabilité du projet par les citoyens impactés par le projet
- la prise en compte de la transition écologique de manière globale dans le projet : performances énergétiques, prévention et gestion des déchets de chantier, qualité de l'air, bruit, préservation des ressources naturelles, le taux d'incorporation de matériaux bois et bio sourcés et l'origine géographique des matériaux utilisés et moyens de transformation utilisés, en privilégiant dans les deux cas les circuits courts.
- la production d'énergie thermique. Concernant les demandes de subvention portant sur ces installations, il devra être réalisé au préalable des études :
  - o de potentiels EnR&R réalisée en amont qui montrera que la source d'ENR&R retenue est conforme à la priorisation des EnR&R telle qu'inscrite dans le SRCAE. À cet effet, le maître d'ouvrage dispose de l'outil **ENRChoix** : <http://www.enrchoix.idf.ademe.fr/>)
  - o de faisabilité combinant analyse technique, économique, réglementaire et environnementale (incluant les analyses d'impact) mentionnées à l'article 4 et qui aura été réalisée par un bureau d'études indépendant du maître d'œuvre (sauf dérogation liée à une expertise publique ou une recherche infructueuse de compétences sur un domaine innovant ; ces points devront être dûment justifiés et des contre-expertises pourront être demandées).
- l'impact sur la création et / ou le maintien d'emplois locaux non délocalisables

- l'origine des financements et la répartition des retours sur investissement
- l'impact financier sur les usagers
- le niveau de mobilisation de l'ingénierie régionale (utilisation de données issues du ROSE, de l'outil GESI, recours au Réseau Régional de la Transition Energétique, ...)

Si nécessaire, la Région, se réserve le droit de consulter des partenaires institutionnels pour l'examen technique des dossiers de candidature reçus.

Le financement des études suivantes peut être demandé :

- Schéma directeur d'énergies renouvelables et de récupération
- Etude de faisabilité technique, économique, financière, juridique
- Accompagnement aux concertations publiques (hors concertation réglementaire)
- Etude des dépendances énergétiques des territoires
- Les diagnostics énergétiques

Les études à caractère obligatoire (étude d'impact, dossier ICPE, par exemple) ne sont pas éligibles à l'aide régionale.

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**a. Appel à projets « EnR&R - chaleur et froid renouvelables »**

Cet appel à projets vise à financer :

- Les schémas directeurs de réseaux de chaleur et de froid

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € par schéma directeur.

- Les créations et extensions de réseaux de chaleur et/ou de froid et les boucles d'eau tempérée alimentés en énergies renouvelables et de récupération

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € par projet

- Les installations de géothermie superficielle, les pompes à chaleur listées dans le cahier des charges, doublet de géothermie profonde, installations de récupération d'énergie fatale (dont UIOM, datacenter, eaux usées, ...), solaire thermique...

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € par installation, sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 € par doublet.

- Les chaufferies biomasse

Aide régionale :

o Si la production d'énergie de l'installation est inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50 % du montant des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 500 000 € par projet.

o Si la production d'énergie de l'installation est supérieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 30 % du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA des dépenses éligibles, plafonnée à 1 000 000 € par projet.

- Les plateformes biomasse

Aide régionale : jusqu'à 70 % du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, toutes aides publiques confondues dans la limite des 100 €/m<sup>3</sup> abrité, en cas de recours à une structure en bois.

- Les installations solaires thermiques

Aide régionale : Jusqu'à 50 % de l'investissement en montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 300 000 €.

## **b. Appel à projets « EnR&R – électricité renouvelable »**

Cet appel à projets vise à financer :

- les travaux dits "Solaire Ready" (compatible avec une installation solaire) ;
- les installations photovoltaïques (toiture, ombrières, ...) ;
- les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération ;
- les installations de production d'hydro-électricité ;
- les installations éoliennes.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, jusqu'à 80 % pour les installations photovoltaïques plafonnée à 2 000 000 € par installation et jusqu'à 50 % pour les travaux de « Solaire Ready », plafonnés à 200 000 €.

## **c. Appel à projets citoyens pour le développement des EnR&R**

Cet appel à projets financera les initiatives citoyennes portées par des sociétés de projets dans lesquelles les personnes physiques et les collectivités sont majoritaires.

Il permettra :

- Le financement d'études de faisabilité  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € par étude.
- Le financement des investissements  
Aide régionale : 80 % maximum du montant éligible, plafonnée à 200 000 € par projet. La Région pourra verser une avance de subvention à la signature de la convention de 80 % du montant attribué.

## **d. Appel à projet efficacité énergétique des bâtiments**

### **Rénovation énergétique des bâtiments publics**

L'aide régionale porte sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieuse des bâtiments tertiaires publics (notamment Hôtel de ville, salle polyvalente, école, ALSH. les modalités de financement des équipements sportifs figurent au paragraphe suivant) pour les communes de moins de 20 000 habitants.

- Le financement de plans stratégiques patrimoniaux :  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 70 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux :  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €

### **Rénovation énergétique des équipements sportifs**

L'aide régionale porte sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieux des équipements sportifs couverts (gymnases, piscine, patinoires...). Les travaux engagés et les économies d'énergies attendues devront être justifiés par une étude.

Les bénéficiaires sont les collectivités territoriales et leurs groupements et les fédérations sportives et leurs structures déconcentrées franciliennes (comités/ligues/clubs), dans les disciplines conventionnées avec la Région.

- Le financement d'études énergétiques :  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 70 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux :  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €.

#### **e. Appel à projets « réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire »**

Cet appel à projets financera les opérations ambitieuses de modernisation d'installations d'éclairage public, pour les communes de moins de 20 000 habitants, s'inscrivant dans une réflexion globale de diminution de la pollution lumineuse et de création d'une trame noire dont l'impact sur la santé est confirmé par de nombreuses études, couplée à une forte amélioration de l'efficacité énergétique et par la même, une réduction significative de la consommation énergétique.

- Le financement d'études pour un **schéma directeur d'éclairage public**  
 L'étude comprendra un état des lieux des installations existantes, une analyse des besoins en éclairage dans l'objectif de réduire la pollution lumineuse et de créer une trame noire, un plan d'actions intégrant le phasage des travaux et quantifiant les gains énergétiques.

Aide régionale :  
 o jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € par étude.

- Le **financement de travaux**  
 L'opération conduit à minima à une réduction d'un facteur 3 de la consommation énergétique du périmètre rénové. La température de couleur des luminaires installés est inférieure ou égale à 2700Kelvins.

Aide régionale :  
 o jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui procèdent à une extinction totale de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit.  
 o jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui procèdent à jusqu'à 80 % d'abaissement de puissance de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit.

Le montant de la subvention régionale est plafonné à 150 000€. Les projets donnant lieu à une subvention inférieure ou égale à 10 000 € devront être déposés dans le cadre du BPE (Budget participatif écologique).

Un EPCI, tel qu'un syndicat d'énergie par exemple, peut s'il est maître d'ouvrage, regrouper la demande de plusieurs communes. Le calcul du montant de la subvention est alors fait par commune.

Dans le cadre de ce dispositif, une commune ne pourra cumuler plus de 150 000 € de subvention régionale.

#### **f. Appel à projets innovants**

La transition énergétique étant un sujet évolutif, cette rubrique permettra l'émergence de projets innovants.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 000 € par projet.

### **g. L'AMI « Mobilisation des collectivités pour le développement de l'énergie solaire en Île-de-France »**

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt à destination des collectivités afin de les accompagner dans l'élaboration d'un diagnostic solaire.

En utilisant notamment le cadastre solaire, l'objectif est de réaliser un diagnostic des potentiels solaires des collectivités lauréates afin de révéler les opportunités d'installation de panneaux photovoltaïques sur le foncier et le bâti de leur territoire et de les accompagner dans l'identification des bons interlocuteurs techniques et financiers pour la réalisation des projets.

Ainsi, cet AMI va permettre de :

- mettre en avant les potentiels solaires issus du cadastre solaire ;
- identifier le foncier disponible et adapté au développement de centrales solaires photovoltaïques ;
- rassembler les initiatives communales et intercommunales pour les aider à atteindre une taille critique lorsqu'elle n'est pas atteinte ;
- fournir un cadre technico-économique de référence aux collectivités territoriales ;
- partager les bonnes pratiques et faciliter l'essor des projets en Île-de-France.

Ce dispositif fera l'objet d'une collaboration technique entre la Région et l'Institut Paris Région, et notamment l'Agence Régionale Energie Climat (AREC), dès le début 2020.

### **h. L'AMI « Innovation et structuration de la filière Hydrogène »**

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Innovation et structuration de la filière Hydrogène » à destination des collectivités et des entreprises afin de lever les freins à la structuration d'un réseau opérationnel de distribution de l'hydrogène : accessibilité, interopérabilité, usages.

Ainsi, cet AMI va permettre d'accompagner le développement d'un réseau de stations de recharge accessibles en aidant notamment :

- le développement de stations ouvertes à terme, et de leur répartition spatiale en fonction des besoins et des stations déjà existantes ;
- la fourniture d'hydrogène en interopérabilité (350 et 700 bars) ;
- l'organisation de l'universalité des paiements ;
- la possibilité de conversion d'une station propriétaire en une station ouverte au public et interopérable ;
- les innovations facilitant le développement de la filière hydrogène dans tous domaines (fluvial, réseaux...) ;
- les usages spécifiques où l'hydrogène constitue une innovation comportant un intérêt écologique tels que les bennes à ordures ménagères, les véhicules fluviaux, les appareils ou véhicules d'assistance au sol dans les ports et aéroports, les véhicules de chantier, les groupes électrogènes, ...

De plus, la démarche doit s'intégrer dans une cohérence de déploiement des points de distribution sur le territoire francilien.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 400 000 €.

## **2. Le réseau de la transition énergétique**

Dans l'objectif de renforcer le réseau francilien de la transition énergétique, les fonctionnements de ces structures sont soutenus dans le cadre de programmes annuels d'actions énergie-climat des ALEC (Agences Locales de l'Energie) et structures assimilées.

Aide régionale : les modalités de financement sont fixées dans une convention reposant sur un socle de missions à exercer pour les particuliers, les collectivités et les entreprises. Le programme d'activités est suivi par des indicateurs permettant d'évaluer les résultats concrets.

### **Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité**

#### **Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)**

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ». Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

L'ensemble des structures subventionnées ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Dans le cadre d'une opération réalisée en délégation de service public, l'engagement de recruter des stagiaires est porté par l'autorité délégante.

L'objet du stage n'a aucune obligation d'être en lien avec le projet subventionné.

Cet engagement ne s'applique ni aux agriculteurs, ni aux syndicats de copropriétés, ni aux projets citoyens ni aux communes de moins de 2000 habitants.

#### **Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité**

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, le Conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique aux agents régionaux, mais également à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités, EPCI et Etat).

#### **Signature d'une convention**

Le bénéficiaire devra également signer une convention, en double exemplaire, avec la Région sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée (investissement simple, investissement avec délégation de service public, fonctionnement) dès lors que le montant de la subvention est supérieur ou égal à 23 000 € comme le stipule le règlement budgétaire et financier de la Région.

Ces conventions apportent des précisions sur les engagements des bénéficiaires sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.



## Attribution et versements de l'aide

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

L'aide est attribuée par la commission permanente du conseil régional et fait l'objet d'une notification.

La subvention est versée sur demande du bénéficiaire auprès des services de la Région.

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut effectuer une **demande d'avance** à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention susmentionnés, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut demander le **versement d'acomptes** à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans ce cas, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute **demande de solde** est ferme et définitive.

**Pour les personnes morales de droit public**, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée et précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

- *Cas échéant* : Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- *Cas échéant* : le(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la convention de financement ou à défaut, précisé dans la notification de la subvention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques de Paris et de la région Île-de-France.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème prévu. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention**

Pour tout projet, le bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant à minima les pièces suivantes et sauf dérogation (liste complétée et précisée dans les cahiers des charges des AAP et AMI).

Concernant le volet administratif :

- la fiche administrative dûment complétée ;
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée ;
- la lettre signée portant engagement de recruter des stagiaires ;
- la preuve de l'intégration du projet dans un cadre d'engagement signé avec la Région ;
- le RIB du bénéficiaire ;
- pour les associations : le bilan et le compte de résultats synthétiques les plus récents.
- les demandes de subvention des autres organismes publics sollicités.

Concernant le volet technico-économique du projet :

- la fiche technique spécifique au projet ;
- tout rapport d'études préalables aux travaux (études de faisabilité, audits, diagnostics...) ;
- une note situant le projet au sein du contexte énergétique local (PCAET, consommateurs associés...) ;
- le plan d'affaires de l'opération

- À noter que pour les études, le porteur de projet présentera uniquement :
- la fiche administrative, dûment complétée ;
  - le cahier des charges de l'étude pour laquelle il sollicite la Région ;
  - un devis, le cas échéant ;
  - les demandes de subvention des autres organismes publics sollicités

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme régionale des aides sur <https://mesdemarches.iledefrance.fr>

## **Article 5 : Engagements des bénéficiaires**

### **a. Obligations administratives et comptables**

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements/actions faisant l'objet de la subvention régionale ;
- informer la Région, le cas échéant, des autres participations financières attribuées en cours d'exécution du projet subventionné par la Région et relatives à l'objet de ce dernier ;
- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région ;
- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant, cas échéant, sur la subvention régionale ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc) dans leur déroulement ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services.

### **b. Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, dans le respect de la charte de visibilité régionale disponible sur <https://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF>.

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, dès la notification de l'attribution de la subvention.

En fonction de la nature du projet, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux formats indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers...).

Le bénéficiaire s'engage également à informer suffisamment en amont la Région de tous les événements, manifestations et opérations de valorisation des actions menées dans le cadre du projet subventionné, afin que celle-ci puisse le cas échéant être associée.

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux...

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

**Lorsque le bénéficiaire est une commune**, la commune s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation d'un panneau « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation du panneau dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

### **c. Obligations en matière éthique**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **d. Contrôles et restitution de la subvention**

Les services de la Région peuvent contrôler la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT-AIR-ÉNERGIE**

#### **QUATRIÈMES AFFECTATIONS 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N°SA 59108 relatif aux aides en faveur de la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le code de l'énergie ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

**VU** la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

**VU** le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

**VU** la délibération CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie climat en route vers la transition énergétique ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 114-16 du 16 juin 2016 portant approbation du plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2018-121 du 16 mars 2018 relative à la politique énergie-climat – 1<sup>ère</sup> affectation 2018 – dispositif véhicules propres élargi ;

**VU** la délibération n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie Energie Climat de la Région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la politique énergie-climat – 3<sup>ème</sup> affectation 2019 – mise en œuvre du plan « changeons d'air » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 relative à la politique énergie-climat – 5<sup>ème</sup> affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire hydrogène ;

**VU** la délibération n° CP 2020-190 du 27 mai 2020 relative à la politique énergie : affectations aux associations environnementales et aux projets innovants ;

**VU** la délibération n° CP 2020-276 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 relative à la politique énergie-climat – mise en œuvre du plan « Changeons d'air » : affectations 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 « Agir pour notre environnement » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021, relative aux politiques régionales Energie-climat Air : Affectations 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : premières affectations 2022 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-161 du 20 mai 2022, relative aux politiques régionales énergie-climat et air - 3<sup>ème</sup> affectation 2022 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022, relative aux politiques régionales énergie-climat et air - 5<sup>ème</sup> affectation 2022 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 relative aux politiques régionales climat-air-énergie : 2<sup>èmes</sup> affectations 2023 ;

**VU** la délibération n° CR 2023-010 du 30 mars 2023 portant approbation du plan régional pour la qualité de l'air 2022-2028 « Un nouvel air pour l'Île-de-France » ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-171 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement**, d'attribuer à BRUITPARIF une subvention d'un montant maximum de **480 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **480 000 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78001 (178001) « Lutte contre le bruit », action 17800102 « Soutien à BRUIPARIF », du budget 2023.

**Article 2 :**

Décide, **au titre de l'aide à l'investissement**, d'attribuer à BRUITPARIF une subvention d'un montant maximum de **81 000 €**, pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **81 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-001 (178001) « Lutte contre le bruit » action 17800101 « soutien à BRUIPARIF », du budget 2023.

**Article 3 :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement**, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **340 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **340 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « Qualité de l'air et climat », action 574001052 « Fonctionnement d'AIRPARIF, du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 24 « Qualité de l'air », projet 2401 « Airparif ».

**Article 4 :**

Décide, **au titre de l'aide aux investissements**, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **359 000 €** pour les opérations présentées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 359 000 € disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme RE 74-001 (574001) « qualité de l'air et Climat », action 574001012 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 24 « Qualité de l'air », projet 2401 « Airparif ».

**Article 5 :**

Décide **au titre du dispositif « Innovons pour l'air de nos stations »**, de participer au financement de 2 opérations figurant en annexe 3 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **341 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-290 du 22 juillet 2021, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **341 000 €**, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (174002) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public », du budget 2023.

**Article 6 :**

Décide **au titre du dispositif « Aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergements »** de participer au financement de 3 opérations détaillées dans le tableau figurant en annexe 4 à la présente délibération, pour un montant maximum prévisionnel de **14 520,01 €**.

Affecte **14 520,01 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (174002) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public », du budget 2023.

**Article 7 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « EnR&R chaleur et froid renouvelables », de participer au financement de 7 opérations détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **8 826 682,50 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **8 826 682,50 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».



**Article 8 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « développement des énergies renouvelables électriques », de participer au financement de 26 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **3 005 474,52 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **3 005 474,52 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

**Article 9 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « 100 projets d'énergie renouvelable citoyens », de participer au financement de 2 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **7 136 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **7 136 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

**Article 10 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement d'une étude pour une chaudière à biomasse, détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe 5 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **4 200 €**.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **4 200 €** disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

**Article 11 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projet « rénovation d'éclairage public », de participer au financement de 11 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondante figurant en annexe 5 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **1 221 013 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 221 013 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autre actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

**Article 12 :**

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « bâtiments publics durables », de participer au financement de 9 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **986 234,52 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **986 234,52 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autre actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

**Article 13 :**

Affecte au GIP ROISSY MEAUX AEROPOLE afin de réaliser un colloque sur l'hydrogène et les potentiels du territoire, **20 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500204 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023, conformément à la fiche-projet figurant en annexe 6 à la délibération.

**Article 14 :**

Affecte **40 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023.

**Article 15 :**

Approuve les modifications suivantes du Règlement d'intervention « **Stratégie Energie Climat** ».

Ajoute au paragraphe « a. Appel à projets « EnR&R - chaleur et froid renouvelables », « les pompes à chaleur listées dans le cahier des charges » après « Les installations de géothermie superficielle ».

Modifie le paragraphe « d. **Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics** » comme suit :

**« d. Appel à projet efficacité énergétique des bâtiments**

**Rénovation énergétique des bâtiments publics**

L'aide régionale porte sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieuse des bâtiments tertiaires publics (notamment Hôtel de ville, salle polyvalente, école, ALSH. les modalités de financement des équipements sportifs figurent au paragraphe suivant) pour les communes de moins de 20 000 habitants.

- Le financement de plans stratégiques patrimoniaux :  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 70 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux :  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €

**Rénovation énergétique des équipements sportifs**

L'aide régionale porte sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieux des équipements sportifs couverts (gymnases, piscine, patinoires...). Les travaux engagés et les économies d'énergies attendues devront être justifiés par une étude.

*Les bénéficiaires sont les collectivités territoriales et leurs groupements et les fédérations sportives et leurs structures déconcentrées franciliennes (comités/ligues/clubs), dans les disciplines conventionnées avec la Région.*

- Le financement d'études énergétiques :  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 70 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux :  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 € ».

Le règlement d'intervention modifié approuvé au premier alinéa entre en vigueur le 6 juillet 2023.

**Article 16 :**

Approuve la convention-cadre de partenariat avec Electricité de France (EDF) telle qu'elle figure en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 17 :**

Autorise la présidente du conseil régional à signer le protocole d'accord entre la Région et EDF Renouvelables France afin d'étudier la possibilité de prise de participation dans le projet de centrale photovoltaïque porté par EDF Renouvelables France.

**Article 18 :**

Affecte, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques régionales de santé-environnement, de lutte et d'adaptation au dérèglement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air, un montant de **20 000 €** d'autorisations d'engagement disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023.

**Article 19 :**

Affecte à la commune des Mureaux pour la construction d'une chaufferie biomasse au sein du nouveau pôle Léo Lagrange, **49 000 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023, conformément à la fiche-projet figurant en annexe 8 à la délibération.

**Article 20 :**

Affecte en faveur de l'ALEC Sud Parisienne, **40 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023, conformément à la fiche-projet figurant en annexe 8 à la délibération.

**Article 21 :**

Décide de transférer à FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS le solde de la subvention n° 18003050 attribuée antérieurement à FONCIA VAUCELLES par délibération n° CP 2018-121 du 16 mars 2018 susvisée d'un montant de 82 850,62 € tel que cela figure en annexe 9 à la présente délibération.

Approuve l'avenant n° 1 et la fiche-projet modifiée figurant en annexe 9 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant adopté à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 22 :**

Décide de transférer à FONCIA MANSART la subvention n° 15016654 attribuée antérieurement à CABINET GENIEZ IMMOBILIER par délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 susvisée d'un montant de 11 033,75 € tel que cela figure en annexe 9 à la présente délibération.

**Article 23 :**

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°EX044594 en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 24 :**

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1- Fiche-projet Bruitparif**

**DOSSIER N° 23004166 - Bruitparif - 2ème affectation en investissement 2023**

**Dispositif** : OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF (n° 00000528)

**Délibération Cadre** : CP07-265 du 22/03/2007

**Imputation budgétaire** : 907-78-20422-178001-1700

Action : 17800101- Soutien à Bruitparif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF	81 000,00 € TTC	100,00 %	81 000,00 €
Montant total de la subvention			81 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL  
DU BRUIT EN IDF  
Adresse administrative : 32 BOULEVARD ORNANO  
93200 SAINT-DENIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Olivier BLOND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : 2ème affectation au titre de l'aide aux investissements de Bruitparif pour 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Les investissements de Bruitparif concernent principalement :

- le matériels de mesure du bruit pour renforcement du réseau de surveillance ;
- l'acquisition de logiciels et matériels informatiques ;
- des aménagements de locaux techniques et de stations de mesure et l'achat d'un véhicule nacelle.

Pour l'année 2023, le bénéficiaire s'engage à recruter au moins 3 stagiaires ou alternants conformément à ce que prévoit la convention entre cette association et la Région pour la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

■ REGION ILE DE FRANCE



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements programme général de Bruitparif	81 000,00	100,00%
Total	81 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	81 000,00	100,00%
Total	81 000,00	100,00%

## **Annexe 2- Fiches projets AIRPARIF**

**DOSSIER N° 23004168 - Airparif 2ème affectation au titre de l'aide aux investissements pour 2023**

**Dispositif** : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-74-20422-574001-1700

Action : 574001012- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	304 000,00 € TTC	100,00 %	304 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		304 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR  
POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Philippe QUENEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre de la convention en vigueur, entre la Région et cette association, il est prévu la participation financière de la Région à ces investissements qui concernent principalement le matériel nécessaire pour le réseau de mesure, la métrologie et la chimie, notamment :

- le renouvellement d'analyseurs (dioxyde d'azote, particules, ozone) et de matériel associé (climatisation, châssis d'acquisition de données) ;
- la rénovation ou le déplacement de la station de Cergy qui est envisagé ainsi que la création d'un site de mesure multi-polluants, en anticipation de la nouvelle directive européenne ;
- divers matériel de laboratoire (spectrophotomètre, matériel d'analyse des COV...) et équipements associés (climatisation, informatique).

Ce programme prévoit en outre, des investissements pour poursuivre l'optimisation des moyens informatiques et améliorer le matériel de visioconférence.

Les investissements concernent également les services généraux de l'association, notamment, l'étanchéité et la poursuite de la rénovation thermique du siège d'Airparif et le renouvellement de 2 véhicules (remplacés par un véhicule électrique et un vélo cargo).

Pour mémoire, la convention avec la Région prévoit qu'Airparif fasse apparaître la contribution régionale pour toutes les opérations d'investissements concernées.

Pour l'année 2023, le bénéficiaire s'engage à recruter au moins 4 stagiaires ou alternants conformément à ce que prévoit la convention entre cette association et la Région pour la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Airparif

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements programme général d'Airparif	304 000,00	100,00%
Total	304 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	304 000,00	100,00%
Total	304 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23004908 - Affectation au titre des investissements d'Airparif 2023 Airlab Innovons pour l'air de nos stations**

**Dispositif** : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-74-20422-574001-1700

Action : 574001012- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	55 000,00 € TTC	100,00 %	55 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		55 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Philippe QUENEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 1 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Ce financement permettra à Airparif de suivre les expérimentations réalisées dans le cadre de la nouvelle session de l'appel à projets régional "innovons pour l'air dans nos stations".

Airparif, dans le cadre du Airlab va proposer aux porteurs de projets un protocole d'évaluation adapté aux différents types de projets.

Airparif participera au suivi et à l'évaluation de ces projets. Et réalisera un rapport synthétisant les principaux résultats et apportera des éclairages sur le suivi mis en œuvre.

Pour l'année 2023, le bénéficiaire s'engage à recruter au moins 4 stagiaires ou alternants conformément à ce que prévoit la convention entre cette association et la Région pour la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Airparif

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements de l'association AIRPARIF pour suivre des expérimentations	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

## **Annexe 3 - Fiches Projets Innovons pour l'air de nos stations**

**DOSSIER N° EX073480 - Innovons pour l'air de nos stations - COFREN SAS**

**Dispositif** : Plan régional pour la qualité de l'air (n° 00000993)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-74-20421-174001-1700

Action : 17400104- Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional pour la qualité de l'air	290 000,00 € HT	50,00 %	145 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		145 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COFREN SAS

Adresse administrative : 21 B BD DE LA LIBERTE  
18100 VIERZON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur REMI ANDRES, Responsable de projet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de développer des semelles de freins moins émissives adaptées aux métros de la RATP de type MF01 présents sur les lignes 2, 5 et 9. Le projet concerne la réalisation de prototypes et de tests pour mesurer leurs émissions et leurs performances (bruit, maintenabilité et usure notamment). Ceux-ci seront réalisés sur un « banc » de la société Cofren simulant des conditions d'usage comparables à celles existantes en conditions d'exploitation.

Ce type de matériaux a déjà fait l'objet de tests concluants sur du matériel ferroviaire (MI09 utilisé notamment sur le RER A). Il a permis une diminution des émissions de particules.

Dans le cadre de cette expérimentation, il est prévu de caractériser l'amélioration apportée sur les particules PM10, PM2.5, PM1, PM0.1 et d'analyser leur composition chimique.

Un des caractères innovant de cette expérimentation est de documenter également l'impact de cette technologie sur le nombre de particules. Aussi, est-il prévu de réaliser des mesures afin d'avoir des éléments de comparaison sur les quantités émises en nombre entre ce type de semelle de freins et les équipements actuellement utilisées. Des mesures des émissions de particules ultrafines PM0.1 seront également effectuées.

Des prélèvements (1 filtre par cycle de freinage) seront effectués afin d'effectuer l'analyse de la composition chimique des particules émises, accéder à leur densité et vérifier la cohérence avec les mesures réalisées



en continu.

La demande d'aide s'inscrit dans le cadre des études de faisabilité telles qu'elles sont prévues par le régime exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023. Le bénéficiaire a déclaré être dans la catégorie des grandes entreprises avec des résultats qui peuvent être largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de dépôts en libre accès ou de logiciels gratuits ou libres.

Cette société s'engage à :

- se rapprocher d'Airparif dans le cadre du Airlab pour valider le protocole d'expérimentations (nécessaire pour le versement d'acompte par la Région) ;
- lui transmettre les données nécessaires pour réaliser un rapport synthétisant les résultats et donner un avis sur la qualité de l'évaluation effectuée par Cofren de l'impact du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention qui prévoit un montant maximum de subvention de 1 M€. Montant de subvention retenu 145 000 € et un taux de 50 %. Aide allouée sur la base du régime cadre exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 qui prévoit un taux maximum de 50 % pour les études de faisabilité

#### Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements pour le projet - systèmes de dépollution et matériel de suivi	290 000,00	100,00%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	145 000,00	50,00%
Fonds propres	145 000,00	50,00%
Total	290 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - études de faisabilité

**DOSSIER N° EX073481 - Innovons pour l'air de nos stations - Addair - Filtration électrostatique innovante**

**Dispositif** : Plan régional pour la qualité de l'air (n° 00000993)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-74-20421-174001-1700

Action : 17400104- Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional pour la qualité de l'air	280 000,00 € HT	70,00 %	196 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		196 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ADDAIR  
Adresse administrative : 189 RUE AUDEMARS  
78530 BUC  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur DAVID LE DUR, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La société Addair, spécialiste de la métrologie des aérosols et des gaz souhaite mettre en place un dispositif innovant de filtration électrostatique de l'air ambiant (étude, conception, réalisation, raccordement, suivi et évaluation). Il s'agit d'une solution brevetée, qui présente, par rapport à d'autres filtres électrostatiques :

- une haute efficacité de filtration (99% ou plus en PM2.5), alliant compacité et légèreté ;
- un faible coût de matériaux ;
- moins d'émissions sonores et une moindre consommation énergétique à performance équivalente.

La phase de test, faisant l'objet du financement régional, sera réalisée sur un quai de la Ratp avec plusieurs modules (débit total d'environ 30 000 m3/h) et durera entre 6 mois et un an.

Les paramètres suivis par la société Addair pour cette phase seront, à minima :

- l'efficacité de traitement, pour différentes tensions d'ionisation et l'état de l'ioniseur ;
- les niveaux amont et aval des particules avec des capteurs « bon marché » ;
- la réalisation d'une campagne de mesure (analyseur TEOM) pour avoir des valeurs de référence ;
- la mesure de l'efficacité de filtration par 2 analyseurs Fidas ;
- l'analyse des distances d'influence des modules de filtration sur les niveaux de particules (nombre, masse, taille) ;
- l'absence d'ozone ;
- les niveaux sonores et les consommations électriques.

Il s'agira également de travailler sur un protocole de maintenance et de nettoyage du dispositif et sur d'autres usages de la technologie dans les espaces souterrains des transports (tunnels notamment).

Les concentrations (massiques) de particules en suspension dans l'air des enceintes ferroviaires souterraines (EFS) sont plus importantes que celle mesurées dans l'air extérieur.

Des mesures plus ponctuelles permettront de qualifier l'efficacité de la technologie sur les particules ultrafines PM0.1 et les concentrations en nombre total de particules.

Sera également réalisée une cartographie des concentrations et des granulométries de particules en station, sur le quai.

Cette société s'engage à :

- laisser, une partie des équipements en fonctionnement pendant 3 ans afin d'avoir un retour d'expérience, sur la durée ;
- se rapprocher d'Airparif dans le cadre du Airlab pour valider le protocole d'expérimentations (nécessaire pour le versement d'acompte par la Région) ;
- lui transmettre les données nécessaires pour réaliser un rapport synthétisant les résultats et donner un avis sur la qualité de l'évaluation effectuée par Addair de l'impact du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention qui prévoit un montant maximum de subvention de 1 M€. Montant de subvention retenu 196 000 € et un taux de 70 %. Aide allouée sur la base du règlement de minimis

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements pour le projet - systèmes de dépollution et matériel de suivi	280 000,00	100,00%
Total	280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	196 000,00	70,00%
Fonds propres	84 000,00	30,00%
Total	280 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement  
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 4 - Bénéficiaires capteurs CO2 purificateurs**

**Bénéficiaires dans le cadre du dispositif « Aide à l'achat de purificateurs d'air et/ou du matériel de mesure de dioxyde de carbone dans les crèches et les écoles et les accueils de loisirs sans hébergements »**

Dossier	Bénéficiaire : commune	Base subventionnable (€)	Taux	Subvention (€)	Site(s) d'installation (*)	Nombre de purificateurs	Nombre de détecteurs de CO2	Nombre d'habitants de la commune
EX073365	Puteaux	9 450,00 €	50,00%	4 725,00 €	Accueil de loisir Moulin & Théâtre et Crèches Jardins, Clairière, Cèdres, Arcades, Coccinelles, Arche de Noé, Câlins, Lutins	0	45	45000
EX073365	Saint-Arnoult-en-Yvelines	3 121,45 €	37,96%	1 185,01 €	Accueil de loisir les copains d'abord et écoles Camescasse, Guhermont et Jeux de Paumes	0	22	5910
EX073370	Joinville-le-Pont	17 220,00 €	50,00%	8 610,00 €	Relai d'assistance maternelle et crèches Estienne d'Orves, "des canadiens", "des studios", Trampoline	0	87	19652

**Montant total des subventions : 14 520,01 €**

(\*) A noter que ces équipements, par nature mobiles, sont susceptibles d'être déplacés.

## **Annexe 5 - Fiches projets Stratégie énergie-climat investissement**

**DOSSIER N° EX074097 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SN GATICHANVRE**

**Dispositif** : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20421-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	8 400,00 € HT	50,00 %	4 200,00 €
Montant total de la subvention			4 200,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SN GATICHANVRE

Adresse administrative : 12 BIS RUE DE L'ESSONNE  
91720 PRUNAY SUR ESSONNE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEAN-RAYMOND VANIER, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 15 mai 2023 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité doit être menée dès que possible, le porteur de projet ayant besoin de renouveler sa chaudière au plus vite afin de pouvoir assurer le process lié au séchage de graine de chanvre qui a lieu au mois de septembre.

**Description :**

L'étude de faisabilité énergétique doit permettre de sélectionner la solution la plus adaptée aux besoins de la Société Nouvelle Gatichanvre et être en conformité avec la stratégie de l'entreprise.

L'étude permettra à la fois de mettre en évidence un optimum technico économique au regard de l'efficacité énergétique et du poids carbone de chaque solution proposée et ceci en fonction de objectifs de l'entreprise.

La démarche ENR'choix sera mise en évidence lors de la réalisation de l'étude.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**



L'aide régionale pour soutenir la réalisation d'études de faisabilité correspond à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

📍 PRUNAY-SUR-ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de l'étude	8 400,00	100,00%
Total	8 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 200,00	50,00%
Fonds propres	4 200,00	50,00%
Total	8 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX072694 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Cormeilles-en-Vexin (95)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	96 244,27 € HT	40,93 %	39 390,21 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		39 390,21 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CORMEILLES EN VEXIN

Adresse administrative : 49 RUE CURIE  
95830 CORMEILLES EN VEXIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame CHRISTINE BEIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 227 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 2 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Cormeilles-en-Vexin (95) (1 312 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 227 luminaires vétustes sur les 301 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de minuit (1h le samedi et le dimanche) à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 96 244,27 €.

**Localisation géographique :**

 CORMEILLES-EN-VEXIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	96 244,27	91,51%
Autres dépenses (non éligibles)	8 925,00	8,49%
Total	105 169,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	39 390,21	37,45%
Fonds propres	31 550,78	30,00%
Département du Val d'Oise	26 292,32	25,00%
Fonds vert	7 935,96	7,55%
Total	105 169,27	100,00%

**DOSSIER N° EX072726 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Commune de Torcy (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	79 387,00 € HT	50,00 %	39 693,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		39 693,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TORCY

Adresse administrative : PLACE DE L'APPEL DU 18 JUIN 1940  
77200 TORCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures de l'Hôtel de ville et du centre technique communal.

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 20 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de la commune dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

La commune de Torcy (22 030 habitants) souhaite équiper deux bâtiments, l'hôtel de ville et le centre technique communal, de panneaux solaires photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une puissance de 36 kwc sur une surface de 172 m², la production attendue de l'installation la première année est de 37 000 kwh. L'électricité produite couvrira 16% des consommations électriques des bâtiments concernés.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 20 ans et le taux de rentabilité interne est de 2,88 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,65 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

**Localisation géographique :**

 TORCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques et matériels électriques	39 400,00	49,63%
Structure	10 300,00	12,97%
Raccordement au réseau	700,00	0,88%
Maîtrise d'oeuvre, bureau de contrôle	11 037,00	13,90%
Etudes structure et fondation	17 950,00	22,61%
Total	79 387,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	39 693,00	50,00%
Fonds propres	39 694,00	50,00%
Total	79 387,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072947 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Carrières-sur-Seine (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	443 180,00 € HT	20,00 %	88 636,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		88 636,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES-SUR-SEINE  
Adresse administrative : 1 RUE VICTOR HUGO  
78420 CARRIERES SUR SEINE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Arnaud DE BOURROUSSE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 328 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2023 - 1 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Carrières-sur-Seine (78) (15 333 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 328 luminaires vétustes sur les 1435 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones suivantes :

- Rue de Bezons (entre les rues de Seine et Aristide Briand) ;
- Rue Marceau ;
- Rue Danton ;
- Rue Gandillet ;
- Rue de la Ferme ;
- Rue de la Remise ;
- Rue des Crières ;
- Passage Anatole ;
- Route des Bezons ;
- Route de Saint Germain (entre les rues Buzenval et des Alouettes) ;

- Rue de la Longueraie ;
- Rue des Clos ;
- Rue des Cents Arpents ;
- Rue de Belfort ;
- Rue Berteaux ;
- Rue des Fermettes ;
- Rue Tabarly ;
- Rue Chantal Mauduit ;
- Rue de la Pâture ;
- Avenue Eiffel ;
- Boulevard du Maréchal Juin.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la création d'une trame noire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 443 180 €.

#### **Localisation géographique :**

 CARRIERES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	443 180,00	94,98%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	23 400,00	5,02%
Total	466 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	88 636,00	19,00%
Fonds vert	170 768,00	36,60%
Certificat d'économie d'énergie	15 864,00	3,40%
Fonds propres	191 312,00	41,00%
Total	466 580,00	100,00%



**DOSSIER N° EX072980 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation de la ferme Brillon -Commune de Chavenay (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	57 752,64 € HT	50,00 %	28 876,32 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		28 876,32 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHAVENAY

Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE  
78450 CHAVENAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Myriam BRENAC, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique de la ferme Brillon

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

**Description :**

La commune de Chavenay (78) (1 767 habitants) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique sur la ferme Brillon.

Pour cette première étape, l'opération consiste à remplacer les menuiseries extérieures et à remplacer les convecteurs électriques par des radiateurs plus performants.

Les équipements installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation

énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. Le taux de 50 % est appliqué aux dépenses éligibles à hauteur de 57 752,64 €

L'opération comprend également l'installation de volets qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

**Localisation géographique :**

■ CHAVENAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	57 752,64	77,87%
Autres travaux (hors assiette éligible)	16 416,67	22,13%
Total	74 169,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 876,32	38,93%
Fonds propres	45 292,99	61,07%
Total	74 169,31	100,00%

**DOSSIER N° EX073030 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics – Rénovation de la Mairie et de l'école Josquin des Prés - Commune de Roinville-sous-Dourdan (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	105 571,70 € HT	28,12 %	29 688,70 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		29 688,70 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROINVILLE  
Adresse administrative : 2 RUE GENERAL DE GAULLE  
91410 ROINVILLE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur GUILLAUME BELLINELLI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique de la Mairie et de l'école Josquin des Prés

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 3 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Roinville-sous-Dourdan (91) (1 363 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique de la Mairie et de l'école Josquin des Prés.

L'opération consiste à revoir l'isolation de la toiture et des murs, remplacer les menuiseries et changer le système de chauffage par une installation plus performante.

Les équipements installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

L'opération comprend également : le remplacement de portes d'entrée, des travaux de peintures, d'électricité et de plomberie qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

**Localisation géographique :**

 ROINVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	105 571,60	71,12%
Autres travaux (hors assiette éligible)	42 868,00	28,88%
Total	148 439,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	29 688,70	20,00%
DETR	74 219,00	50,00%
Fonds propres	44 531,90	30,00%
Total	148 439,60	100,00%

**DOSSIER N° EX073112 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Thieux (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	75 819,00 € HT	30,00 %	22 745,70 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		22 745,70 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX  
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE  
77230 THIEUX  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur FABRICE CUYPERS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 104 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Thieux (77) (872 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 104 luminaires vétustes sur les 130 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones suivantes :

- Rue Closne ;
- Rue des Fours ;
- Rue du Cèdre ;
- Rue du Saule Madame ;
- Chemin des Trois Villes.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la

constitution de la trame noire. La commune prévoit de l'abaissement de puissance de l'éclairage public de 50 % de 22h à minuit puis à partir de 5h, et de 80 % de 0h à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 75 819 €.

#### Localisation géographique :

 THIEUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	75 819,00	100,00%
Total	75 819,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	22 745,70	30,00%
Fonds propres	22 745,70	30,00%
Département	30 327,60	40,00%
Total	75 819,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073136 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Saint-Nom-la-Bretèche (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	343 728,72 € HT	33,51 %	115 169,57 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		115 169,57 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT NOM LA BRETECHE  
Adresse administrative : 32 RUE DE LA FONTAINE DES VAUX  
78860 SAINT NOM LA BRETECHE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Gilles STUDNIA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 542 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Saint-Nom-la-Bretèche (78) (4 900 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 542 luminaires vétustes sur les 756 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones suivantes :

- Chemin des Ormes ;
- Chemin du Clos de la motte ;
- Rue de Valmartin ;
- Rue Arthur Rimbaud ;
- Rue de la Procession ;
- Rue du Pays de Gally ;
- Route de St Gemme ;

- Route des deux Croix.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de minuit à 6h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 343 728,72 €.

#### Localisation géographique :

📍 SAINT-NOM-LA-BRETECHE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	343 728,72	98,69%
Autres dépenses (non éligibles)	4 569,28	1,31%
Total	348 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	115 169,57	33,07%
Fonds propres	104 489,40	30,00%
Fonds vert	128 639,03	36,93%
Total	348 298,00	100,00%



**DOSSIER N° EX073157 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Boussy-Saint-Antoine (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	619 523,68 € HT	24,21 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOUSSY SAINT-ANTOINE

Adresse administrative : 5 PL DES DROITS DE L HOMME  
91800 BOUSSY SAINT ANTOINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Romain COLAS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 778 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Boussy-Saint-Antoine (91) (8 057 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 778 luminaires vétustes sur les 1271 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones suivantes :

- Rue des lilas ;
- Rue des Boissières ;
- Rue Pierre Fitte ;
- Rue du Vieux Pont ;
- Rue du Gords ;
- Rue des Glaises ;
- Rue Charles de Gaulle ;

- Rue du Moulin neuf ;
- Rue de la Violette ;
- Rue de la Croix rouge entre les rues Dieu et de la Violette ;
- Place des droits de l'Homme ;
- Chemin de la pièce de la pointe ;
- Chemin des Plantes ;
- Quartier Sablière, armoire 15 ;
- Quartier du Buisson, armoires 11 et 12 ;
- Pointe de Mandres armoire 18.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 619 523,68 €.

#### **Localisation géographique :**

 BOUSSY-SAINT-ANTOINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	289 433,68	40,95%
Systèmes de télégestion (assiette éligible)	330 090,00	46,70%
Autres dépenses (assiette non éligible)	87 308,24	12,35%
Total	706 831,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	21,22%
Fonds propres	231 027,92	32,68%
Fonds vert	325 804,00	46,09%
Total	706 831,92	100,00%

**DOSSIER N° EX073163 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics – Rénovation du groupe scolaire Saint Exupéry - Commune de Marly-le-Roi (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	463 476,32 € HT	43,15 %	199 970,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		199 970,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MARLY-LE-ROI  
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
78160 MARLY LE ROI  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Jean-Yves PERROT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique du groupe scolaire Saint Exupéry

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

**Description :**

La commune de Marly-le-Roi (78) (16 385 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du groupe scolaire Saint Exupéry qui comprend 3 bâtiments dont une école primaire et élémentaire et une salle de sport.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique du bâtiment de 57 % grâce :

- au remplacement de la chaudière gaz existante par une chaudière à condensation haute performance ;
- à la mise en place d'une pompe à chaleur AIR/EAU pour la production d'eau chaude sanitaire ;
- à la mise en place d'un système de ventilation double flux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. L'assiette éligible est de 463 476,32 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La subvention est ainsi de 199 970 €.

L'opération comprend également le remplacement des menuiseries et des frais d'études qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

**Localisation géographique :**

 MARLY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	463 476,32	94,88%
Frais AMO (hors assiette éligible)	25 029,68	5,12%
Total	488 506,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	199 970,00	40,94%
Fonds vert	141 984,00	29,06%
Fonds propres	146 552,00	30,00%
Total	488 506,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073182 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Réalisation d'un programme de rénovation énergétique des bâtiments - Commune de l'Etang-la-Ville (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	13 600,00 € HT	50,00 %	6 800,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		6 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE L'ETANG-LA-VILLE

Adresse administrative : 8 RUE FONTON  
78620 L'ETANG LA VILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DANIEL CORNALBA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : étude pour la réalisation d'un programme de rénovation énergétique des 6 bâtiments communaux

**Dates prévisionnelles** : 7 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de L'Etang-la-Ville (4 453 habitants) souhaite auditer ses six bâtiments communaux et identifier les travaux à réaliser pour réduire les consommations énergétiques, améliorer la performance du patrimoine bâti et diminuer les charges de fonctionnement.

Elle a pour cela recourt à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), afin d'établir pour chaque bâtiment :

- la préconisation de travaux d'améliorations ;
- la création et le chaînage des programmes de travaux ;
- une analyse financière ;
- la réalisation d'un rapport final.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique du patrimoine public" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. L'assiette éligible est de 13 600 €, la subvention est de 6 800 €.

Les dépenses liées à l'état des lieux initial de chaque bâtiment (relevé techniques, simulation thermique...) ne sont pas comprises dans les dépenses éligibles.

**Localisation géographique :**

 L'ETANG-LA-VILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de rénovation énergétique des bâtiments	13 600,00	47,22%
Audits énergétiques (hors assiette éligible)	15 200,00	52,78%
Total	28 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 800,00	23,61%
Fonds propres	22 000,00	76,39%
Total	28 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073190 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Condécourt (95)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	103 514,00 € HT	46,74 %	48 381,30 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		48 381,30 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CONDECOURT

Adresse administrative : 37 RUE DE LA LIBERATION  
95450 CONDECOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Michel FINET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 120 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Condécourt (95) (560 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 120 luminaires vétustes sur les 143 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 22h30 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

**Détail du calcul de la subvention :**



Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 103 514 €.

**Localisation géographique :**

 CONDECOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	103 514,00	96,28%
Autres dépenses (non éligibles)	4 000,00	3,72%
Total	107 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	48 381,30	45,00%
Fonds propres	32 254,20	30,00%
Département	26 878,50	25,00%
Total	107 514,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073229 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Réalisation d'un programme de rénovation énergétique des bâtiments - Commune de Menucourt (95)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	12 000,00 € HT	50,00 %	6 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		6 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MENUCOURT

Adresse administrative : RUE PASTEUR  
95180 MENUCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ERIC PROFFIT BRULFERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : étude pour la réalisation d'un programme de rénovation énergétique des 11 bâtiments communaux

**Dates prévisionnelles** : 15 avril 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude afin d'identifier les travaux nécessaires pour réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans ce contexte de hausse des prix.

**Description :**

La commune de Menucourt (5 998 habitants) souhaite auditer ses bâtiments communaux et identifier les travaux à réaliser pour réduire les consommations énergétiques de son patrimoine, améliorer la performance du patrimoine bâti et diminuer les charges de fonctionnement.

Elle a pour cela recourt à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), afin d'établir pour chaque bâtiment :

- la préconisation de travaux d'amélioration ;
- l'estimation des investissements et les retours sur investissement ;
- la rédaction d'un rapport complet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique du patrimoine public" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Les dépenses liées à l'état des lieux initial de chaque bâtiment (relevé techniques, simulation thermique...) ne sont pas comprises dans les dépenses éligibles.

**Localisation géographique :**

 MENU COURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de rénovation énergétique des bâtiments	12 000,00	53,93%
Audits énergétiques (hors assiette éligible)	10 250,00	46,07%
Total	22 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 000,00	26,97%
Fonds propres	16 250,00	73,03%
Total	22 250,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073235 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Choisel (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	73 857,50 € HT	50,00 %	36 928,75 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		36 928,75 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHOISEL  
Adresse administrative : 1 ROUTE DE LA GRANGE AUX MOINES  
78460 CHOISEL  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Alain SEIGNEUR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 133 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Choisel (78) (566 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer la totalité des luminaires que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 23h30 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame

noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 73 857,50 €.

**Localisation géographique :**

■ CHOISEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	73 857,50	100,00%
Total	73 857,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 928,75	50,00%
Fonds propres	22 157,25	30,00%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	14 771,50	20,00%
Total	73 857,50	100,00%

**DOSSIER N° EX073239 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Chevry-Cossigny (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	442 215,57 € HT	30,00 %	132 664,67 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		132 664,67 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHEVRY COSSIGNY

Adresse administrative : 20 RUE CHARLES PATHE  
77173 CHEVRY COSSIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jonathan WOFSY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 480 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 30 avril 2023 - 30 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune de Chevry-Cossigny (77) (3 927 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 480 luminaires vétustes sur les 687 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction expérimentale de l'éclairage public de 23h

à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 442 215,57 €.

**Localisation géographique :**

📍 CHEVRY-COSSIGNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	442 215,57	100,00%
Total	442 215,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	132 664,67	30,00%
Fonds propres	132 664,67	30,00%
Fonds vert	90 000,00	20,35%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	86 886,23	19,65%
Total	442 215,57	100,00%

**DOSSIER N° EX073300 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Voulangis (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	89 959,40 € HT	40,00 %	35 983,76 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		35 983,76 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VOULANGIS  
Adresse administrative : 2 RUE DE L'EGLISE  
77580 VOULANGIS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Franz MOLET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 89 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2024 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Voulangis (77) (1 520 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 89 luminaires vétustes sur les 260 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED et à installer des systèmes de télégestion. Les luminaires remplacés concernent les rues raccordées aux armoires suivantes :

- Saint Martin ;
- Villiers ;
- Montoir.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la



constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 23h à 5h15 et un abaissement de puissance de 80 % 3h par nuit afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 89 151,40 €.

#### Localisation géographique :

 VOULANGIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	89 959,40	100,00%
Total	89 959,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 983,76	40,00%
Fonds propres	26 987,82	30,00%
Syndicat département des énergies de Seine-et-Marne	26 987,82	30,00%
Total	89 959,40	100,00%

**DOSSIER N° EX073375 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics – Rénovation du complexe sportif Maurice Solleret - Commune de Triel-sur-Seine (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 777 162,00 € HT	16,88 %	300 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		300 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL-SUR-SEINE

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE  
78510 TRIEL SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Cédric AOUN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique globale du complexe sportif Maurice Solleret.

**Dates prévisionnelles** : 15 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

**Description :**

La commune de Triel-sur-Seine (78) (11 922 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du complexe sportif Maurice Solleret.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique du bâtiment de 50 % grâce à :

- l'isolation extérieure des murs et de la toiture ;
- la rénovation des menuiseries ;
- le remplacement de la chaudière gaz à condensation par un modèle plus performant ;
- le remplacement des systèmes de ventilation.


Le projet prévoit également l'installation de panneaux photovoltaïque qui sont financés par le dispositif régional dédié aux énergies renouvelables.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. L'assiette éligible est de 1 777 162 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

#### Localisation géographique :

 TRIEL-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	1 777 162,00	95,04%
Installation des panneaux photovoltaïques (hors assiette éligible)	92 800,00	4,96%
Total	1 869 962,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	16,04%
Agence Nationale du Sport	600 000,00	32,09%
DETR	117 000,00	6,26%
Fonds vert	290 000,00	15,51%
Fonds propres	562 962,00	30,11%
Total	1 869 962,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073455 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation du pavillon de la butte aux Grès - Commune d'Ollainville (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	101 469,00 € HT	50,00 %	50 734,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 734,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE

Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE  
91340 OLLAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique du pavillon de la butte aux Grès

**Dates prévisionnelles** : 7 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer au plus vite les travaux pour réduire les consommations énergétiques et les dépenses communales dans ce contexte de hausse des prix.

**Description :**

La commune d'Ollainville (91) (4 862 habitants ) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique sur le pavillon de la butte aux Grès qui accueille la bibliothèque et où sont organisés des événements culturels tout au long de l'année.

L'opération consiste à remplacer les menuiseries extérieures, réaliser une isolation des murs par l'extérieur ainsi que l'isolation des combles perdus.

Les équipements installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. Le taux de 50 % est appliqué aux dépenses éligibles de 101 469 €.

L'opération comprend également l'installation de nouvelles portes d'entrée, d'un système de ventilation ainsi que des frais de VRD et d'études qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

**Localisation géographique :** OLLAINVILLE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	101 469,00	51,46%
Autres travaux (hors assiette éligible)	87 701,00	44,48%
Frais d'études (hors assiette éligible)	7 992,00	4,05%
Total	197 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 734,50	25,73%
DSIL	33 690,00	17,09%
Département	10 000,00	5,07%
Fonds propres	102 737,50	52,11%
Total	197 162,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073678 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Butry-sur-Oise (95)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	209 712,16 € HT	30,00 %	62 913,65 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		62 913,65 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BUTRY SUR OISE

Adresse administrative : PLACE PIERRE BLANCHARD  
95430 BUTRY SUR OISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Claude NOEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 346 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Butry-sur-Oise (95) (2 300 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer la totalité des luminaires que compte la commune par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 1h30 à 4h30, l'extinction totale de mai à août et un abaissement de puissance de 30 % durant toute la période d'allumage afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 209 712,16 €.

#### Localisation géographique :

🏠 BUTRY-SUR-OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	209 712,16	100,00%
Total	209 712,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	62 913,65	30,00%
Fonds propres	128 798,51	61,42%
Parc naturel régional du Vexin Français	18 000,00	8,58%
Total	209 712,16	100,00%

**DOSSIER N° EX073894 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics – Rénovation de la Mairie - Commune de Nemours (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	539 366,50 € HT	30,44 %	164 165,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		164 165,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS  
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY  
77140 NEMOURS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique globale de l'Hôtel de ville.

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux pour réduire les consommations énergétiques et les dépenses communales dans ce contexte de hausse des prix.

**Description :**

La commune de Nemours (77) (13 109 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'Hôtel de ville.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique du bâtiment de 53 % grâce au :

- changement de la chaudière ;
- remplacement des menuiseries extérieures ;
- remplacement de l'éclairage existant par les luminaires LED.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**



Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. L'assiette éligible est de 539 366,5 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

Les frais de maîtrise d'œuvre, de mise en conformité et de contrôle technique pour la partie chaufferie ne sont pas compris dans l'assiette éligible.

**Localisation géographique :**

 NEMOURS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	539 366,50	93,81%
Frais AMO, mise en conformité (hors assiette éligible)	35 587,50	6,19%
Total	574 954,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	164 165,00	28,55%
DSIL	111 870,00	19,46%
Fond vert	126 430,00	21,99%
Fonds propres (au minimum 30%)	172 489,00	30,00%
Total	574 954,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074101 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Commune de Saint Pierre-du-Perray (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	196 500,00 € HT	50,00 %	98 250,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		98 250,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PIERRE DU PERRAY

Adresse administrative : 8 RUE DE VIVALDI  
91280 SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Dominique VEROTS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de la mairie

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de la collectivité dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

La commune de Saint-Pierre-du-Perray (11 210 habitants) souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur le parking de la mairie.

D'une puissance de 78 kWc sur une surface de 390 m², la production attendue de l'installation la première année est de 78 458 kWh et couvrira 30 % des besoins de la mairie en électricité comprenant des bornes de recharges de véhicules électriques.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 20 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,57 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,47 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

**Localisation géographique :**

■ SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	38 000,00	19,34%
Structures ombrières	65 900,00	33,54%
Installation	22 000,00	11,20%
Onduleurs	8 400,00	4,27%
Autres coûts électriques	19 400,00	9,87%
Génie civil	31 300,00	15,93%
Maîtrise d'oeuvre	4 000,00	2,04%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	7 500,00	3,82%
Total	196 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	98 250,00	50,00%
Fonds propres	98 250,00	50,00%
Total	196 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075103 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation de la crèche Jean Bernard - Commune de Mennecy (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	627 904,73 € HT	31,85 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY

Adresse administrative : 31 RUE DE MILLY  
91540 MENNECY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE DUGOIN-CLEMENT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation énergétique de la crèche Jean Bernard

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

**Description :**

La commune de Mennecy (91) (15 292 habitants) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique sur la crèche Jean Bernard.

L'opération devrait conduire à une réduction de 50% des consommations énergétiques et comprend :

- l'isolation extérieur des murs ;
- l'isolation des combles ;
- l'isolation et la réfection de la toiture ;
- le remplacement des luminaires par des équipements LED ;
- l'installation d'une pompe à chaleur pour la production de chauffage ;
- l'installation d'une VMC double-flux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher.

**Localisation géographique :**

 MENNECY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	627 904,73	100,00%
Total	627 904,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	31,85%
Fonds propres	427 904,73	68,15%
Total	627 904,73	100,00%

**DOSSIER N° EX074251 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Jambville (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 350,00 € HT	50,00 %	9 675,00 €
Montant total de la subvention			9 675,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE JAMBVILLE  
Adresse administrative : 52 RUE DU MOUSTIER  
78440 JAMBVILLE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE RIPART, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'installation photovoltaïque

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

La commune de Jambville (796 habitants) souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique pour l'installation photovoltaïque portant sur son patrimoine communal : salle des fêtes et atelier municipal. Elle évaluera également le potentiel d'autoconsommation individuel et collective.

Les résultats de l'étude concernant les éléments techniques, structurels et économiques permettront à la commune de décider des investissements à privilégier.


Cette première phase de l'étude permettra ensuite d'analyser différents scénarii de production et leur rentabilité macro-économique.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

 JAMBVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Type de dépense à préciser dans l'infobulle ci-contre	19 350,00	100,00%
Total	19 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 675,00	50,00%
Fonds propres	9 675,00	50,00%
Total	19 350,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073726 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Coeur d'Essonne agglomération (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041512-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 239 377,94 € HT	39,39 %	488 199,39 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		488 199,39 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION  
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY  
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Eric BRAIVE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 1578 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

**Dates prévisionnelles** : 15 mai 2023 - 21 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne (91) est composée de 21 communes (dont 17 de moins de 20 000 habitants).

Dans 17 communes de moins de 20 000 habitants (Arpajon, Avrainville, Breuillet, Bruyères-le-Châtel, Cheptainville, Egly, Fleury Mérogis, Guibeville, Leuville-sur-Orge, Longpont-sur-Orge, Marolles-en-Hurepoix, La Norville, Ollainville, Le Plessis-Pâté, Saint-Germain-lès-Arpajon, Villemoisson-sur-Orge, Villiers-sur-Orge), l'opération consiste à remplacer 1578 luminaires vétustes sur les 14 493 luminaires fonctionnels que compte l'intercommunalité par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.



L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. Les communes prévoient l'extinction expérimentale de l'éclairage public d'une durée de 4 à 6 heures afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 1 237 042,85 €.

#### **Localisation géographique :**

-  FLEURY-MEROGIS
-  LEUVILLE-SUR-ORGE
-  LE PLESSIS-PATE
-  VILLEMORISON-SUR-ORGE
-  VILLIERS-SUR-ORGE
-  ARPAJON
-  AVRANVILLE
-  BREUILLET
-  BRUYERES-LE-CHATEL
-  CHEPTAINVILLE
-  EGLY
-  GUIBEVILLE
-  MAROLLES-EN-HUREPOIX
-  LA NORVILLE
-  OLLAINVILLE
-  SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON
-  LONGPONT-SUR-ORGE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	1 239 377,94	100,00%
Total	1 239 377,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	488 199,39	39,39%
Fonds propres	751 178,55	60,61%
Total	1 239 377,94	100,00%

**DOSSIER N° EX067935 - AAP chaleur renouvelable - Création réseau de chaleur et géothermie profonde – SMIREC Epinay sur Seine-Villetaneuse- Pierrefitte**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	62 182 762,00 € HT	8,04 %	5 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX  
D'ENERGIES CALORIFIQUES  
Adresse administrative : 75 RUE RATEAU  
93126 LA COURNEUVE  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Monsieur Laurent MONNET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Création d'un réseau de chaleur et forage d'un doublet géothermique au Dogger.

**Dates prévisionnelles** : 14 août 2022 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans ce contexte d'augmentation des prix de l'énergie, il est impératif que les travaux démarrent mi-août 2022 afin que des prix maîtrisés de l'énergie puissent être proposés dès la saison de chauffe de l'hiver 2024. Il est nécessaire que la chaufferie puisse être mise en service dès 2024 et puisse être raccordée aux opérations de réhabilitation et de construction en cours (secteur Joncherolles et Orgemont notamment).

**Description :**

Le projet consiste en la création d'un doublet géothermique au Dogger d'une puissance de 10.1 MW, doublet renforcé par des pompes à chaleur.

Annuellement, la quantité d'énergie renouvelable fournie sera de 35.300 MWh issus du doublet et de 19.525 MWh issus de PAC.

Il s'accompagne de la création d'un réseau de chaleur de 16.100 mètres linéaires Avec 55.000 MWh d'énergies renouvelables valorisés par an, le taux d'EnR passe 0 à 66 %.

Le réseau sera pourvu de 70 sous-stations et alimentera 10.160 équivalent-logements.

Actuellement, les abonnés paient 92,7 euros TTC /MWh. La subvention permettra aux abonnés de bénéficier d'un prix de la chaleur de 90,41 eurosTTC/MWh avec les subventions sollicités contre 113.77 sans subvention.

Les bâtiments raccordés seront :

- les bâtiments des cinq principaux bailleurs sociaux du territoire pour 55 % des consommations,
- les bâtiments des villes d'Epinay sur Seine, de Villetaneuse et de Pierrefitte, pour 18 % des besoins,
- l'université Paris 13, 14 % des besoins.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €. L'aide de la Région se monte à 3.000.000 euros soit 9,46 % du montant des investissements liés au doublet géothermique (31.700.000 euros).

- Aide régionale : pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30 % maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €.

L'aide de la Région se monte à 2.000.000 euros soit 6.56 % des investissements liés à la création du réseau de chaleur (30.482.762 euros).

#### Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE
- PIERREFITTE-SUR-SEINE
- VILLETANEUSE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géo Aménagement	2 600 000,00	4,18%
Géo Equipements	25 000 000,00	40,20%
Géo Ingénierie	1 600 000,00	2,57%
RDC Aménagement	2 500 000,00	4,02%
RDC Distribution	21 000 000,00	33,77%
RDC Stations et alés	7 000 000,00	11,26%
RDC Ingénierie	2 482 762,00	3,99%
Total	62 182 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France Géothermie	3 000 000,00	4,82%
Région Île-de-France Réseaux	2 000 000,00	3,22%
ADEME Géothermie	9 327 255,00	15,00%
ADEME Réseaux	12 429 265,00	19,99%
Emprunts	32 171 792,00	51,74%
Droits raccordement	3 254 450,00	5,23%
Total	62 182 762,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces

**DOSSIER N° EX073964 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Syndicat d'Energie des Yvelines – Poissy (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	558 000,00 € HT	50,00 %	279 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		279 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEY SYNDICAT D ENERGIE DES YVELINES  
Adresse administrative : 6 RUE DES ARTISANS  
78760 JOUARS PONTCHARTRAIN  
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking Cerdan à Poissy

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Le Syndicat d'énergie des Yvelines (SEY78) souhaite réaliser un projet solaire photovoltaïque en autoconsommation collective, en tant que porteur de l'opération, producteur et membre auto-consommateur. Il s'agit d'installer une ombrière sur le parking du gymnase Marcel Cerdan de la ville de Poissy, commune adhérente au syndicat. Un loyer sera versé à la commune pour l'utilisation d'une partie du parking.

D'une puissance de 250 kWc sur une surface de 1200 m². La production attendue de l'installation la première année est de 249 143 kWh et sera revendue aux communes membres du projet à un prix compétitif de 95 €/MWh permettant de faire baisser leurs factures énergétiques.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 19 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,18 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

#### Localisation géographique :

 POISSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	145 700,00	26,11%
Structures ombrières	221 400,00	39,68%
Raccordement	40 000,00	7,17%
Onduleurs	33 200,00	5,95%
Autres coûts électriques	48 000,00	8,60%
Génie civil	58 700,00	10,52%
Maîtrise d'oeuvre	6 000,00	1,08%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 000,00	0,90%
Total	558 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	279 000,00	50,00%
Fonds propres	279 000,00	50,00%
Total	558 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073969 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Syndicat d’Energie des Yvelines – Bonnières-sur-Seine (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		300 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEY SYNDICAT D ENERGIE DES YVELINES  
Adresse administrative : 6 RUE DES ARTISANS  
78760 JOUARS PONTCHARTRAIN  
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur un parking des bords de Seine

**Dates prévisionnelles** : 2 mai 2023 - 15 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Le Syndicat d'énergie des Yvelines (SEY78) souhaite réaliser un projet solaire photovoltaïque en autoconsommation collective, en tant que porteur de l'opération, producteur et membre auto-consommateur. Il s'agit d'installer une ombrière sur un parking de la communauté de communes des Portes d'Île-de-France à Bonnières-sur-Seine, commune adhérente au syndicat. Un loyer sera versé à la commune pour l'utilisation d'une partie du parking.

D'une puissance de 275 kWc sur une surface de 1260 m2. La production attendue de l'installation la première année est de 295 515 kWh et sera revendue aux communes membres du projet à un prix compétitif de 95 €/MWh permettant de faire baisser leurs factures énergétiques.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 18 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,13 % sur 30 ans.



Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque

#### Localisation géographique :

 BONNIERES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	159 800,00	26,63%
Structures ombrières	250 200,00	41,70%
Raccordement	30 000,00	5,00%
Onduleurs	33 600,00	5,60%
Autres coûts électriques	52 500,00	8,75%
Génie civil	62 900,00	10,48%
Maîtrise d'oeuvre	6 000,00	1,00%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 000,00	0,83%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	50,00%
Fonds propres	300 000,00	50,00%
Total	600 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073972 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Syndicat d’Energie des Yvelines – Thoiry (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		300 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEY SYNDICAT D ENERGIE DES YVELINES  
Adresse administrative : 6 RUE DES ARTISANS  
78760 JOUARS PONTCHARTRAIN  
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrière photovoltaïque sur un parking des bords de Seine.

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Le Syndicat d'énergie des Yvelines (SEY78) souhaite réaliser un projet solaire photovoltaïque en autoconsommation collective, en tant que porteur de l'opération, producteur et membre auto-consommateur. Il s'agit d'une ombrière sur le parking de l'école de Thoiry, commune adhérente au syndicat. Un loyer sera versé à la commune pour l'utilisation du parking.

D'une puissance de 275 kWc sur une surface de 1260 m². La production attendue de l'installation la première année est de 278 720 kWh et sera revendue aux communes membres du projet à un prix compétitif de 95 €/MWh permettant de faire baisser leurs factures énergétiques.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 18 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,20 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

**Localisation géographique :**

 THOIRY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	159 800,00	26,63%
Structures ombrières	250 200,00	41,70%
Raccordement	30 000,00	5,00%
Onduleurs	33 600,00	5,60%
Autres coûts électriques	52 500,00	8,75%
Génie civil	62 900,00	10,48%
Main d'oeuvre	6 000,00	1,00%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 000,00	0,83%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	50,00%
Fonds propres	300 000,00	50,00%
Total	600 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073975 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Syndicat d’Energie des Yvelines – Rambouillet (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041582-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	298 000,00 € HT	50,00 %	149 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		149 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEY SYNDICAT D ENERGIE DES YVELINES  
Adresse administrative : 6 RUE DES ARTISANS  
78760 JOUARS PONTCHARTRAIN  
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école Saint Hubert de Rambouillet

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Le Syndicat d'énergie des Yvelines (SEY78) souhaite réaliser un projet solaire photovoltaïque en autoconsommation collective, en tant que porteur de l'opération, producteur et membre auto-consommateur. Cette installation photovoltaïque sera installée sur la toiture de l'école Saint Hubert de Rambouillet, commune adhérente au syndicat. Un loyer sera versé à la commune pour l'utilisation de la toiture.

D'une puissance de 206 kWc sur une surface de 944 m². La production attendue de l'installation la première année est de 205 655 kWh et sera revendue aux communes membres du projet à un prix compétitif de 95 €/MWh permettant de faire baisser leurs factures énergétiques.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 25 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,72 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

#### Localisation géographique :

 RAMBOUILLET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	145 700,00	48,89%
Raccordement	34 000,00	11,41%
Onduleurs	28 500,00	9,56%
Autres coûts électriques	13 600,00	4,56%
Génie civil	65 200,00	21,88%
Maîtrise d'oeuvre	6 000,00	2,01%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 000,00	1,68%
Total	298 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	149 000,00	50,00%
Fonds propres	149 000,00	50,00%
Total	298 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073925 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Syndicat d'Energie des Yvelines – Guerville (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-204182-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	390 800,00 € HT	50,00 %	195 400,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		195 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEY SYNDICAT D ENERGIE DES YVELINES  
Adresse administrative : 6 RUE DES ARTISANS  
78760 JOUARS PONTCHARTRAIN  
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking du stade de Guerville en autoconsommation collective

**Dates prévisionnelles** : 31 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Le Syndicat d'énergie des Yvelines (SEY78) souhaite réaliser une centrale photovoltaïque en ombrières sur le parking du stade de Guerville. L'opération sera réalisée en autoconsommation collective consommée dans une boucle locale de 10 km de diamètre autour de l'installation et le SEY sera la personne morale organisatrice de l'opération. D'une puissance de 200 kWc sur une surface de 920 m², la production attendue de l'installation la première année est de 210 347 kWh et sera revendue aux communes membres du projet à un prix très compétitif de 95 €/MWh.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 30 ans et le taux de rentabilité interne est de 0 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 14 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,62 % sur 30 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

#### Localisation géographique :

 GUERVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	116 700,00	29,86%
Structures ombrières	156 700,00	40,10%
Raccordement	15 000,00	3,84%
Onduleurs	21 200,00	5,42%
Autres coûts électriques	30 200,00	7,73%
Génie civil	40 000,00	10,24%
Maîtrise d'oeuvre	6 000,00	1,54%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5 000,00	1,28%
Total	390 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	195 400,00	50,00%
Fonds propres	195 400,00	50,00%
Total	390 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX067932 - AAP 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - Energie Citoyenne  
Sénart Essonne – Viry-Châtillon (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 600,00 € HT	80,00 %	1 280,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 280,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ENERGIE CITOYENNE SENART ESSONNE  
Adresse administrative : 53 RUE FRANCOEUR  
91170 VIRY CHATILLON  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame MICHAELLA MORDRET, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité pour une installation photovoltaïque sur le toit du siège de l'association

**Dates prévisionnelles** : 21 novembre 2022 - 20 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et accélérer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Energie Citoyenne Sénart Essonne est une association qui a pour objet d'impliquer les citoyens dans la transition énergétique.

L'association souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique d'une installation photovoltaïque en toiture d'une puissance projetée de 9 kWc. Le bâtiment ciblé est un espace de coworking, siège de l'association, et qui autoconsommerait totalement ou quasiment la production électrique de l'installation.

L'appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens est exempté des obligations du dispositif 100 000 stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**



Application du règlement d'intervention de l'appel à projet adopté par délibération n° CP n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € pour les études des projets citoyens d'ENR&R.

**Localisation géographique :**

 VIRY-CHATILLON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	1 600,00	100,00%
Total	1 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 280,00	80,00%
Fonds propres	320,00	20,00%
Total	1 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX070979 - AAP développement des énergies renouvelables électriques - Bioénergie de la Brie - Chaumes-en-Brie (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	274 322,00 € HT	10,00 %	27 432,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		27 432,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BIOENERGIE DE LA BRIE

Adresse administrative : FERME D ARCY  
77390 CHAUMES EN BRIE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Jacques-Pierre QUAAK, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation de panneaux photovoltaïques sur une unité de méthanisation en autoconsommation totale

**Dates prévisionnelles** : 2 février 2023 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Bioenergie de la Brie est le premier site de production de biogaz par injection de biométhane sur les réseaux de gaz naturel depuis 2013. En 2023, sa facture d'électricité s'est démultipliée, compromettant son activité de méthanisation, forte consommatrice d'électricité.

Cette société souhaite installer des panneaux photovoltaïques sur le merlon, une dune de terre de 2m de haut qui est utilisée comme ouvrage de rétention des écoulements accidentels. Ce merlon étant incompatible avec une culture agricole, l'implantation des panneaux sur cette zone ne rentre pas en conflit d'usage.

En ce sens, les panneaux photovoltaïques sont considérés comme accessoires et nécessaires au fonctionnement du méthaniseur, lesquels sont autorisés par le code de l'urbanisme.

D'une puissance de 336 kWc sur une surface de 1614 m<sup>2</sup>, la production attendue la première année est

de 363 001 kWh en autoconsommation totale. L'électricité produite couvrira 23% des consommations électriques de l'unité de méthanisation sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 8,71 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité interne est de 10 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

BIOENERGIE DE LA BRIE étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108

#### Localisation géographique :

 CHAUMES-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation photovoltaïque (matériaux)	222 218,00	81,01%
Coût installation	52 104,00	18,99%
Total	274 322,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	27 432,00	10,00%
Emprunts	246 890,00	90,00%
Total	274 322,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX072723 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Wauters & Fils – Commune de Villebon-sur-Yvette (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	346 524,00 € TTC	35,00 %	121 283,40 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		121 283,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CH WAUTERS ET FILS  
Adresse administrative : LA PRAIRIE DE VILLEBON  
91140 VILLEBON SUR YVETTE  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur ERIC WAUTERS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques pour de l'autoconsommation totale sur usine de packaging.

**Dates prévisionnelles** : 15 mars 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Wauters & Fils, une usine de 10 000 m<sup>2</sup> de fabrication d'étuis de packaging en carton pour des marques françaises de luxe, souhaite équiper son parking d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une puissance de 175,56 kwc sur une surface de 830 m<sup>2</sup>, la production attendue de l'installation la première année est de 179 232 kwh. L'électricité produite couvrira 11 % des consommations électriques de l'usine sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 13 ans et le taux de rentabilité interne est de 7,78 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,69 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Wauters & Fils étant une moyenne entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 40 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

 VILLEBON-SUR-YVETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	144 532,00	41,71%
Structure ombrières	89 730,00	25,89%
Génie civil (fondations, tranchées, etc)	63 622,00	18,36%
Main d'oeuvre	48 640,00	14,04%
Total	346 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	121 283,40	35,00%
Emprunts	225 240,60	65,00%
Total	346 524,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX072725 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Juvisy Distribution – Commune de Viry-Chatillon (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	429 176,17 € TTC	40,00 %	171 670,47 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		171 670,47 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JUVISY DISTRIBUTION

Adresse administrative : 21 BOULEVARD MEDER  
91170 VIRY CHATILLON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur STEPHANE DUGOUSSET, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur parking d'un supermarché en autoconsommation totale.

**Dates prévisionnelles** : 19 juin 2023 - 27 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Juvisy distribution, société exploitante d'un supermarché franchisé intermarché de 1500 m², souhaite équiper son parking d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une puissance de 227 kWc sur une surface de 1054 m², la production attendue de l'installation la première année est de 240 000 kWh. L'électricité produite couvrira 27 % des consommations électriques de l'usine sur l'année.

Le commerce a déjà entrepris des travaux de rénovation et d'efficacité énergétique. Cela lui a valu d'ailleurs, l'obtention du label « Commerçant Responsable ».

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 18 ans et le taux de rentabilité interne est de 1,40 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 7,67 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Juvisy distribution étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

🏠 VIRY-CHATILLON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	179 125,37	35,53%
Structure ombrières	110 400,00	21,90%
Génie civil (fondations, tranchées, etc)	83 250,80	16,51%
Main d'oeuvre	56 400,00	11,19%
Frais financiers et légaux (non éligible)	74 916,21	14,86%
Total	504 092,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	171 670,47	34,06%
Emprunts	332 421,91	65,94%
Total	504 092,38	100,00%

SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX072727 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Atelier Babouot – Lagny-sur-Marne (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	237 820,00 € HT	30,00 %	71 346,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		71 346,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ATELIERS BABOUOT  
Adresse administrative : 2 RUE AMPERE  
77465 LAGNY SUR MARNE  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur MICHEL JEANDEL, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation de panneaux photovoltaïque sur la toiture d'un atelier de reliure en autoconsommation totale.

**Dates prévisionnelles** : 20 mars 2023 - 1 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Atelier Babouot, spécialiste de la reliure, souhaite équiper la toiture de son atelier de panneaux photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une puissance de 298 kwc sur une surface de 2618 m², la production attendue de l'installation la première année est de 291 000 kwh. L'électricité produite couvrira 51% des consommations électriques de l'atelier sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 15 ans et le taux de rentabilité interne est de 4,93 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 8,92 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.




Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Atelier Babouot étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

 LAGNY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	196 260,67	82,52%
Raccordement	2 523,68	1,06%
Génie civil	26 338,28	11,07%
Main d'oeuvre	12 697,37	5,34%
Total	237 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	71 346,00	30,00%
Fonds propres	166 474,00	70,00%
Total	237 820,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX072729 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Spirit Energies – Commune de Tremblay-en-France (93)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	235 000,00 € TTC	20,00 %	47 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		47 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPIRIT ENERGIES  
Adresse administrative : 68 RUE DE VILLIERS  
92300 LEVALLOIS PERRET  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur FELIX BERTOJO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation ombrières photovoltaïques sur le parking d'une zone d'activité en autoconsommation totale

**Dates prévisionnelles** : 15 mars 2023 - 15 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Spirit Energies, société spécialisée en énergies renouvelables, souhaite équiper son parking d'ombrières photovoltaïques.

D'une puissance de 115 kwc sur une surface de 511 m<sup>2</sup>, la production attendue de l'installation la première année est de 116 000 kwh. L'électricité produite alimentera un bâtiment accueillant une activité de restauration et de coworking au cœur d'une zone d'activité et le surplus valorisé en autoconsommation collective. La production couvrira 70 % des consommations électriques du bâtiment sur l'année. Il est également prévu d'équiper le bâtiment d'une éolienne 5 w (hors demande de subvention).

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 21 ans et le taux de rentabilité interne est de 2,64 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 13 ans et le taux de rentabilité interne est de 6,73 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Le groupe spirit étant une moyenne entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 40 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

🏠 TREMBLAY-EN-FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques et coût d'installation	140 000,00	59,57%
Structure ombrières	95 000,00	40,43%
Total	235 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 000,00	20,00%
Fonds propres	30 000,00	12,77%
Emprunts	158 000,00	67,23%
Total	235 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX072892 - AAP chaleur et froid renouvelable - étude de faisabilité de création de réseau de chaleur – Agroenergy - Louveciennes (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	21 900,00 € HT	35,00 %	7 665,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		7 665,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGRONERGY  
Adresse administrative : 32 RUE DU GENERAL FOY  
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Stéphane VIDAILLET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude réseau de chaleur

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude s'inscrit dans un projet d'aménagement global dont le calendrier a été acté par différentes parties prenantes nécessaires à la mise en œuvre du projet.

**Description :**

L'écoquartier situé à Louveciennes se veut exemplaire en terme environnemental. Il regroupera 86 143 m<sup>2</sup> de surface habitable pour 1 568 logements, 11 000 m<sup>2</sup> de surface pour 2 hôtels et 55 400 m<sup>2</sup> d'activités pour une consommation totale annuelle estimée de 8 616 MWh.

Agroenergy a la charge de mettre en œuvre un réseau de chaleur renouvelable à l'échelle d'un écoquartier. Le réseau pourrait associer de la géothermie sur sonde, de la biomasse et un appoint gaz si nécessaire et dans le respect de la priorisation des énergies renouvelables

L'étude se décompose de la façon suivante :

- Phases 1 & 2 - Etude des besoins énergétiques du site avec monotone sur l'ensemble de la ZAC ;
- Phase 3 : Etude des ressources géothermiques sous-sol ;
- Phase 4 : Etude d'adéquation Besoin/ressource avec étude de la solution de géothermie et de production d'énergie ;
- Phase 5 : Bilan thermique et solution de référence ;
- Phase 6 et 7 : Bilan économique et environnemental.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

#### Localisation géographique :

 LOUVECIENNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	21 900,00	100,00%
Total	21 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 665,00	35,00%
ADEME	7 665,00	35,00%
Fonds propres	6 570,00	30,00%
Total	21 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX072910 - AAP chaleur et froid renouvelable - Etude de faisabilité pour une installation de géothermie - Haute-Isle (95)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	99 000,00 € HT	35,00 %	34 650,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		34 650,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIITA

Adresse administrative : 10 RUE DE PENTHIEVRE  
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame BEATRICE LE GRELLE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité géothermique

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence est de démarrer l'étude pour pouvoir engager les travaux de démolition et de terrassement.

**Description :**

Il s'agit de mener une étude de faisabilité pour identifier le prédimensionnement d'une solution géothermique (sur sonde ou sur nappe) et évaluer son coût.

Dans un second temps, des forages de reconnaissance seront réalisés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la

TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

📍 HAUTE-ISLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Etude géothermique	5 200,00	5,25%	Région Île-de-France	34 650,00	35,00%
Forage test	90 000,00	90,91%	ADEME	34 650,00	35,00%
Analyse forage	3 800,00	3,84%	Fonds propres	29 700,00	30,00%
Total	99 000,00	100,00%	Total	99 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX073124 - AAP chaleur renouvelable - Création d'un doublet de géothermie profonde – Meudon (92)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	20 383 975,00 € HT	14,72 %	3 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		3 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GEOMEUDON

Adresse administrative : 1 PL SAMUEL DE CHAMPLAIN  
92400 COURBEVOIE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur YANN MADIGOU, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : création d'un doublet géothermique au Dogger.

**Dates prévisionnelles** : 10 février 2023 - 9 février 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le contexte d'augmentation des prix de l'énergie, il est impératif que les travaux démarrent en février 2023 afin que des prix maîtrisés de l'énergie puissent être proposés au moment de la mise en service. Le calendrier a dû être arrêté au 10 février 2023.

**Description :**

La SAS Géo Meudon est détenue à 90 % par Engie Solutions et 10 % par la ville de Meudon.

Il s'agit de créer un doublet de géothermie profonde de 15,9 MW associé à une PAC (10 MW) afin de verdir le réseau de chaleur existant au sein du quartier de Meudon-la-forêt.

L'énergie produite approvisionnera le réseau de chaleur privé situé à Meudon (92).

Pour fournir l'énergie nécessaire au chauffage et à l'eau chaude sanitaire de l'ensemble des usagers du réseau, ENGIE Solutions exploite aujourd'hui une chaufferie gaz. Une partie de la production thermique est également réalisée au moyen d'une installation de cogénération. Le réseau comprend 17 abonnés qui représentent 80 GWh de ventes annuelles.

Le projet prévoit d'installer sur le site actuel de la chaufferie gaz (qui est détruite), une centrale de production alimentée par un doublet de géothermie profonde au dogger (15,9 MW) associée à une pompe à chaleur (10 MW). Une fois le projet opérationnel, le taux d'ENR sera de 83.3 % contre zéro actuellement.



Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Le montant de l'opération est de 20.383.975 € HT. L'aide régionale est de 3 000 000 €.

#### Localisation géographique :

 MEUDON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	1 173 589,00	5,76%
Forage	6 312 739,00	30,97%
Travaux sur puits	5 631 597,00	27,63%
PAC	1 123 907,00	5,51%
Electricité et GTC	3 678 925,00	18,05%
MOE-AMO-Etudes	1 664 994,00	8,17%
Divers	798 224,00	3,92%
Total	20 383 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 000 000,00	14,72%
ADEME	3 907 178,00	19,17%
Fonds propres	5 268 205,00	25,84%
Emprunts	8 208 592,00	40,27%
Total	20 383 975,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX073129 - AAP chaleur et froid renouvelable – Projet de géothermie sur le campus Arboretum – Nanterre (92)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	12 899 125,00 € HT	5,50 %	709 338,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		709 338,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SCCV ASTRE

Adresse administrative : 23 AVENUE FOCH  
75116 PARIS 16E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Civile

Représentant : Monsieur VINCENT ROBERT-DAUBIN, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation de thermofrigopompes (TFP) sur nappe et Boucle d'Eau Tempérée Géothermique (BETG)

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet ARBORETUM s'inscrit dans un projet immobilier global dont les travaux ont débuté début mars.

**Description :**

La SCCV ASTRE est maître d'ouvrage du projet immobilier ARBORETUM de la ZAC des Papeteries à Nanterre (92). Ce projet comprend un dispositif de production énergétique exploitant la ressource géothermique locale avec un complément sur air.

Il s'agit de l'installation de thermofrigopompes (TFP) sur nappe et Boucle d'eau Tempérée Géothermique (BETG).

Le dispositif de géothermie est dimensionné afin de participer à la production énergétique (TFP-géothermique prioritaire) nécessaire à l'exploitation près de 119 000 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux répartis sur 5 bâtiments neufs et d'un RIE (525 m<sup>2</sup>) qui nécessite également des besoins en Eau Chaude Sanitaire (E.C.S).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

#### Localisation géographique :

 NANTERRE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géo Aménagements	5 123 191,00	39,72%
Géo process	5 532 644,00	42,89%
Géo Ingénierie/AMO	929 200,00	7,20%
Boucle Aménagements	402 068,00	3,12%
Boucle process	694 467,00	5,38%
Boucle Ingénierie divers	217 555,00	1,69%
Total	12 899 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	709 338,00	5,50%
ADEME	709 338,00	5,50%
Fonds propres	11 480 449,00	89,00%
Total	12 899 125,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX073148 - AAP chaleur renouvelable – Réalisation d'un champ de sondes – Montreuil (93)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	450 000,00 € HT	16,28 %	73 240,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		73 240,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SCCV MONTREUIL CUVIER  
Adresse administrative : 3 RUE ST PHILIPPE DU ROULE  
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société Civile  
Représentant : Monsieur OLIVIER RAOUX, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'un champ de sondes géothermiques.

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer les travaux par rapport aux échéances des différentes autorisations administratives reçues.

**Description :**

Le projet consiste en la réalisation d'un champ de sondes géothermiques pour couvrir les besoins énergétiques d'un immeuble de bureaux neuf en bois appelés "Le Passage", situé à Montreuil (93).

Le projet permettra d'alimenter 11 854 m<sup>2</sup> de surface de bureau pour des besoins en eau chaude estimés à 212,3MWh/an et en froid estimés à près de 60 MWh /an.

La couverture des besoins de chauffage sera assurée à 89 % par la géothermie, l'appoint étant assuré par une Pompe A Chaleur air/eau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

**Localisation géographique :**

 MONTREUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de captage	90 000,00	20,00%
Equipement de production	328 000,00	72,89%
Autres	32 000,00	7,11%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	303 520,00	67,45%
ADEME	73 240,00	16,28%
Région Île-de-France	73 240,00	16,28%
Total	450 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX073914 - Appel à projets Développement des énergies renouvelables électriques / Ombrières - SARP INDUSTRIES - Limay (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 584 483,00 € HT	15,00 %	237 672,45 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		237 672,45 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SARP INDUSTRIES  
Adresse administrative : 427 / 451 RTE DU HAZAY  
78520 LIMAY  
Statut Juridique : Société Anonyme  
Représentant : Monsieur OLIVIER NAVETTE, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking des salariés de l'usine SARP Industries de Limay, du siège et de l'usine DIELIX pour de l'autoconsommation totale.

**Dates prévisionnelles** : 30 avril 2023 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

SARP Industries est une entreprise de traitement et de valorisation des déchets dangereux qui gère près de 4,3 millions de tonnes par an de déchets industriels.

Il s'agit d'implanter des ombrières photovoltaïques sur le parking des employés situé en face de l'usine au sein du port autonome de Limay. D'une puissance de 990 kWc sur une surface de 4 550 m<sup>2</sup>, l'électricité sera entièrement autoconsommée par l'usine.

La production attendue de l'installation la première année est de 1 092 000 kWh. Elle couvrira 5,5 % des besoins d'électricité de l'usine sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 7,68 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,95 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

SARP Industries étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

■ LIMAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	389 533,00	24,58%
Charpente ombrières et fondations	592 986,00	37,42%
Onduleurs	69 643,00	4,40%
Autres coûts électriques	205 491,00	12,97%
Génie civil	220 279,00	13,90%
Maîtrise d'oeuvre	83 137,00	5,25%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	23 414,00	1,48%
Total	1 584 483,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	237 672,45	15,00%
Fonds propres	1 346 810,55	85,00%
Total	1 584 483,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX073916 - Appel à projets Développement des énergies renouvelables électriques / Ombrières - PART'ENER pour une énergie locale renouvelable - Magnanville (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	248 500,00 € HT	40,00 %	99 400,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		99 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PART'ENER POUR UNE ENERGIE LOCALE RENOUELABLE  
Adresse administrative : 17 RUE ALBERT THOMAS  
78130 LES MUREAUX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur DOMINIQUE TURPIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation ombrière photovoltaïque sur le parking du centre de formation de l'AFPA à Magnanville pour une autoconsommation collective et participative.

**Dates prévisionnelles** : 31 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin réduire les dépenses des entreprises, collectivités et particuliers dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

L'association Part'Enr pour une énergie locale renouvelable, a pour objet d'organiser une opération d'autoconsommation collective sur le territoire Grand Paris Seine & Oise. communauté d'autoconsommation collective sont une cinquantaine d'acteurs aux profils énergétiques diversifiés (particuliers, entreprises, acteurs publics) qui s'associent pour financer la centrale et consommer l'électricité produite pour une participation de 500 €, 2 000 € ou 20 000 €.

Il s'agit d'une centrale photovoltaïque en ombrières sur le parking du centre de formation de l'AFPA (Agence nationale pour la formation professionnelle) à Magnanville, d'une puissance de 110 kWc sur une surface de 700 m², la production attendue de l'installation la première année est de 122 000 kWh.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 6,21 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité



interne est de 10,35% sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Part'Enr étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

■ MAGNANVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	118 000,00	47,48%
Raccordement	10 000,00	4,02%
Génie civil	107 500,00	43,26%
Maîtrise d'oeuvre	9 000,00	3,62%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	4 000,00	1,61%
Total	248 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 400,00	40,00%
Fonds propres	149 100,00	60,00%
Total	248 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX073917 - Appel à projets Développement des énergies renouvelables électriques / Ombrières - PART'ENER pour une énergie locale renouvelable - Poissy (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	248 500,00 € HT	40,00 %	99 400,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		99 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PART'ENER POUR UNE ENERGIE LOCALE RENEVELABLE  
Adresse administrative : 17 RUE ALBERT THOMAS  
78130 LES MUREAUX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur DOMINIQUE TURPIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking du Forum Armand Peugeot à Poissy pour une autoconsommation collective et participative

**Dates prévisionnelles** : 31 mars 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des entreprises, collectivités et particuliers dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

L'association Part'Enr pour une énergie locale renouvelable, a pour objet d'organiser une opération d'autoconsommation collective sur le territoire Grand Paris Seine & Oise. Les consommateurs composant la communauté d'autoconsommation collective sera composé d'une cinquantaine d'acteurs aux profils énergétiques diversifiés (particuliers, entreprises, acteurs publics) qui s'associent pour financer la centrale et consommer l'électricité produite pour une participation de 500 €, 2 000 € ou 20 000 €.

Il s'agit d'une centrale photovoltaïque en ombrières sur le parking du Forum Armand Peugeot à Poissy, d'une puissance de 110 kWc sur une surface de 700 m², la production attendue de l'installation la première année est de 122 000 kWh. Elle couvrira 6,2 % des besoins d'électricité à l'échelle de la communauté et permettra d'éviter près de 134 tonnes de CO2 sur 20 ans.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 6,21 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,35% sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-079 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Part'Enr étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

■ POISSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	118 000,00	47,48%
Raccordement	10 000,00	4,02%
Génie civil	107 500,00	43,26%
Main d'oeuvre	9 000,00	3,62%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	4 000,00	1,61%
Total	248 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 400,00	40,00%
Fonds propres	149 100,00	60,00%
Total	248 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074017 - Appel à projets Développement des énergies renouvelables électriques / Ombrières - Faculté des métiers de l'Essonne - Evry Courcouronnes (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	224 666,00 € TTC	30,00 %	67 399,72 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		67 399,72 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FACULTE DES METIERS ESSONNE  
Adresse administrative : 3 CHEMIN DE LA GRANGE FEU LOUIS  
91000 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur FABIEN DAURAT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrière photovoltaïque au sein de la Faculté des Métiers de l'Essonne

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 1 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La faculté des Métiers, centre de formation accueillant plus de 2000 apprenants chaque année, souhaite réaliser un projet d'ombrières photovoltaïques sur le parking du centre.

L'installation sera d'une puissance d'environ 150 kWc sur une surface de 1590 m<sup>2</sup>. La production attendue de l'installation la première année est de 142 500 kWh et sera valorisée en autoconsommation totale.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 16 ans et le taux de rentabilité interne est de 4,78 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,23 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Faculté des Métiers de l'Essonne étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

 EVRY-COURCOURONNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	50 585,50	19,77%
Structures ombrières	63 876,00	24,97%
Onduleurs	34 379,56	13,44%
Autres coûts électriques	22 324,66	8,73%
Génie civil	53 500,00	20,91%
Autres coûts (non éligibles)	31 172,00	12,18%
Total	255 837,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	67 399,72	26,34%
Fonds propres	188 438,00	73,66%
Total	255 837,72	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074046 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Pharmacie de l'étoile - Angerville (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 890,00 € TTC	50,00 %	9 945,00 €
Montant total de la subvention			9 945,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PHARMACIE DE L'ETOILE  
Adresse administrative : 33 RUE NATIONALE  
91670 ANGERVILLE  
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur SEBASTIEN VAURY, Associé

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de la pharmacie de l'étoile

**Dates prévisionnelles** : 4 avril 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

La pharmacie de l'étoile souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur ses 5 places de parking. D'une puissance de 9 kWc sur une surface de 48 m², l'électricité sera entièrement autoconsommée par la pharmacie. La production attendue de l'installation la première année est de 8 550 kWh.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 22 ans et le taux de rentabilité interne est de 2,20 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 8,61 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Pharmacie de l'étoile étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

**Localisation géographique :**

 ANGERVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	4 250,00	21,37%
Onduleurs	4 440,00	22,32%
Autres coûts électriques	1 500,00	7,54%
Structure et génie civil	9 700,00	48,77%
Total	19 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 945,00	50,00%
Fonds propres	9 945,00	50,00%
Total	19 890,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074073 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – AOK-Plaisir (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	186 900,00 € HT	50,00 %	93 450,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		93 450,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AOK

Adresse administrative : 13 RUE PAUL LANGEVIN  
78370 PLAISIR

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur ZEKI AOK, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de l'entreprise AOK

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

L'entreprise AOK, spécialisée dans la tôlerie chaudronnerie et mécanique de précision, souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur les places de parking de son usine en autoconsommation totale. D'une puissance de 74 kWc sur 600 m², la production attendue de l'installation la première année est de 73 909 kWh. L'électricité produite couvrira 43,53 % des besoins en électricité de l'usine.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 19 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,95 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,24 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2



mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

AOK étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

 PLAISIR

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	40 000,00	21,40%
Structure ombrières et génie civil	120 000,00	64,21%
Autres coûts électriques	26 900,00	14,39%
Total	186 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	93 450,00	50,00%
Fonds propres	93 450,00	50,00%
Total	186 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074102 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – L-Acoustics– Marcoussis (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	260 800,00 € HT	20,00 %	52 160,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		52 160,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L-ACOUSTICS

Adresse administrative : 13 RUE LEVACHER CINTRAT  
91460 MARCOUSSIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur YOANN MAURICE, Responsable de projet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrières photovoltaïque sur le parking de l'entreprise en autoconsommation collective

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 29 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

L-Acoustics, fabricant français d'enceintes, d'amplificateurs pour le monde audio-professionnel, souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur le parking de l'entreprise, en autoconsommation totale. D'une puissance de 200 kWc sur une surface de 930 m<sup>2</sup>, la production attendue de l'installation la première année est de 219 500 kWh. Elle couvrira 21 % des besoins d'électricité de l'entreprise sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 8,92 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,6 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-079 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

L-Acoustics étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

**Localisation géographique :**

 MARCOUSSIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques, structure ombrières, installation	240 000,00	92,02%
Raccordement	10 000,00	3,83%
Maîtrise d'oeuvre	10 800,00	4,14%
Total	260 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	52 160,00	20,00%
Fonds propres	208 640,00	80,00%
Total	260 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074103 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – M IMMOBILIER – Moissy-Cramayel (91)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	697 721,00 € HT	30,00 %	209 316,30 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		209 316,30 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : M IMMOBILIER

Adresse administrative : 117 RUE CHARLES MICHELS  
93200 SAINT DENIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur PHILIPPE MONNOYEUR, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'ombrières photovoltaïques sur une partie du parking de l'entreprise en autoconsommation collective.

**Dates prévisionnelles** : 31 août 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

M Immobilier est la société immobilière du groupe Monnoyeur, fournisseur de matériels et outils de travail dans le domaine de la construction et de l'industrie.

L'entreprise souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur une partie des parkings de l'entreprise en autoconsommation collective. D'une puissance de 344 kWc sur une surface de 1708 m<sup>2</sup>, la production attendue de l'installation la première année est de 317 573 kWh. Elle couvrira 29 % des besoins d'électricité de l'entreprise sur l'année et le surplus sera valorisé à un prix compétitif de 80 €/MWh aux entreprises voisines de la zone industrielle.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 21 ans et le taux de rentabilité interne est de 2,93 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 15 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,61 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

L'assiette éligible retenue est de 697 721 € HT.

M IMMOBILIER faisant partie d'une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

🏠 MOISSY-CRAMAYEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	107 496,00	14,72%
Structure ombrière, génie civil, installation	402 058,00	55,05%
Onduleurs	20 127,00	2,76%
Raccordement	900,00	0,12%
Autres coûts électriques	149 140,00	20,42%
Maîtrise d'œuvre	9 000,00	1,23%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	9 000,00	1,23%
Frais financiers (non éligible)	7 200,00	0,99%
Frais de développement (non éligible)	7 000,00	0,96%
Autres coûts (non éligible)	18 464,00	2,53%
Total	730 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	209 316,30	28,66%
Fonfs propres	521 068,70	71,34%
Total	730 385,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074153 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – JPB  
Systeme– Montereau-sur-le-jard (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	884 227,00 € HT	33,93 %	300 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		300 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : JPB SYSTEME  
Adresse administrative : CHEMIN DU BASSIN  
77950 MONTEREAU SUR LE JARD  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur DAMIEN MARC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de l'entreprise en autoconsommation totale

**Dates prévisionnelles** : 8 avril 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

JPB système, concepteur et fabricant de solution auto-freinante pour la sécurisation des aéronefs, souhaite installer des ombrières photovoltaïques sur le parking de l'entreprise, en autoconsommation totale. D'une puissance de 459 kWc sur une surface de 2 187 m², la production attendue de l'installation la première année est de 430 000 kWh. Elle couvrira 56 % des besoins d'électricité de l'entreprise sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 17 ans et le taux de rentabilité interne est de 4,45 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 8,76 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

JPB système étant une moyenne entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 40 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

**Localisation géographique :**

 MONTEREAU-SUR-LE-JARD

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	199 898,00	22,61%
Structures ombrières	249 051,00	28,17%
Onduleurs	32 264,00	3,65%
Autres coûts électriques	150 893,00	17,06%
Génie civil	157 720,00	17,84%
Installation	94 401,00	10,68%
Total	884 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	33,93%
Fonds propres	584 227,00	66,07%
Total	884 227,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**DOSSIER N° EX074254 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – NOVAEDIA – STAINS (93)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	8 974,36 € HT	50,00 %	4 487,18 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 487,18 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : NOVAEDIA  
Adresse administrative : 29 RUE D'AMIENS  
93240 STAINS  
Statut Juridique : Société Anonyme  
Représentant : Monsieur Yassine NACIH, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude pour une installation photovoltaïque

**Dates prévisionnelles** : 16 mai 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et l'installation des panneaux solaires afin réduire les dépenses énergétiques dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Novaedia, est une coopérative d'insertion pour des personnes éloignées de l'emploi autour de l'alimentation biologique, locale et solidaire en Seine-Saint-Denis.

Elle souhaite réaliser une étude de faisabilité photovoltaïque sur le bâtiment bois de 1800 m2 de leur ferme des possibles à Stains, ferme agricole urbaine de 1,2 hectare engagée dans l'agriculture biologique et l'agroforesterie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à



la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

■ STAINS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	8 974,36	100,00%
Total	8 974,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 179,00	79,99%
Fonds propres	1 795,36	20,01%
Total	8 974,36	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement  
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX074260 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - Campus de la Transition - Forges (77)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	5 880,00 € TTC	50,00 %	2 940,00 €
Montant total de la subvention			2 940,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAMPUS DE LA TRANSITION

Adresse administrative : 2 RUE DE SALINS  
77130 FORGES

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CECILE RENOARD, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude sur un bâtiment pour une installation photovoltaïque

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 11 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le campus de la transition est une association d'enseignement, de recherche et d'expérimentation autour des enjeux de la transition écologique. Elle souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique photovoltaïque sur un des bâtiments accueillant des formations, dans leur éco lieu à Forges.

Cette étude permettra de prendre une décision sur l'opportunité énergétique et économique de lancer un projet d'installation photovoltaïque.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :** FORGES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Etude	5 880,00	100,00%
Total	5 880,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 940,00	50,00%
Fonds propres	2 940,00	50,00%
Total	5 880,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX074269 - AAP 100 projets d'énergie renouvelable citoyens – La vitrine du développement durable – Saint-nom-la-bretèche (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	7 320,00 € TTC	80,00 %	5 856,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 856,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA VITRINE DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Adresse administrative : 2 PL DU VIEUX PRESOIR  
78124 MAREIL SUR MAULDRE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur GUILLAUME MAURICE GUSTAVE PERONNET, Membre

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité d'une installation photovoltaïque en autoconsommation collective sur le territoire Gally-Mauldre

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses énergétiques dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

La vitrine du développement durable (LVDD) est une association dédiée au développement durable sur la communauté de communes Gally-Mauldre et ses alentours.

L'association souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique d'une installation photovoltaïque sur un ou plusieurs bâtiments de ferme de son territoire, permettant d'alimenter à travers la communauté énergétique créée, plusieurs consommateurs sur les communes de Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay.

L'appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens est exempté des obligations du dispositif 100 000 stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du règlement d'intervention de l'appel à projet adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € pour les études des projets citoyens d'ENR&R.

**Localisation géographique :**

🏠 SAINT-NOM-LA-BRETECHE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	7 320,00	100,00%
Total	7 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 856,00	80,00%
Fonds propres	1 464,00	20,00%
Total	7 320,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX074296 - AAP Chaleur et froid renouvelable – SAEM locale des pompes funèbres de la ville de Paris - Champigny-sur-Marne (94)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	5 965,00 € HT	30,00 %	1 789,50 €
Montant total de la subvention			1 789,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SAEMPF SA ECO MIXT LOC POMPE  
FUNEBR VILLE PARIS  
Adresse administrative : 2 RUE DE BELLEVUE  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société Anonyme  
Représentant : Madame CENDRINE CHAPEL, Directrice générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité de récupération de chaleur fatale sur le crématorium de Champigny-sur-Marne

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le service funéraire de la ville de Paris souhaite réaliser une étude de faisabilité de récupération de chaleur fatale sur les installations techniques de crémation du crématorium de Champigny-sur-Marne. Les calories récupérées pourraient être réinjectées pour des usages de chauffages, boucles d'eau chaude in-situ et ex-situ.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :** CHAMPIGNY-SUR-MARNE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	5 965,00	100,00%
Total	5 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 789,50	30,00%
ADEME	1 789,50	30,00%
Fonds propres	2 386,00	40,00%
Total	5 965,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX074301 - AAP développement des énergies renouvelables électriques – SAEM  
locale des pompes funèbres de la ville de Paris - Champigny-sur-Marne (94)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 236,00 € HT	50,00 %	2 118,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		2 118,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SAEMPF SA ECO MIXT LOC POMPE  
FUNEBR VILLE PARIS  
Adresse administrative : 2 RUE DE BELLEVUE  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société Anonyme  
Représentant : Madame CENDRINE CHAPEL, Directrice générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques en autoconsommation

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le service funéraire de la ville de Paris souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques, en autoconsommation, sur le crématorium de Champigny-sur-Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.



**Localisation géographique :**  
📍 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	4 236,00	100,00%
Total	4 236,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 118,00	50,00%
Fonds propres	2 118,00	50,00%
Total	4 236,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX074464 - Appel à projets Développement des énergies renouvelables électriques / Ombrières - Lumeol - Choisy-le-Roi (94)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	41 300,00 € HT	42,00 %	17 346,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		17 346,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LUMEOL  
Adresse administrative : 6 COUR DES CHAILLOUX  
18300 VEAUGUES  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur LUCAS FOUGERAS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : installation panneaux photovoltaïques sur la toiture d'un groupe scolaire

**Dates prévisionnelles** : 28 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses des collectivités dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

**Description :**

Lumeol, entreprise à mission de production d'électricité en tiers-investisseur auprès d'entreprises et collectivités, souhaite équiper le collège Saint-André à Choisy-le-Roi de panneaux photovoltaïques sur les toitures de deux nouveaux bâtiments. D'une puissance de 31 kwc sur 152 m2, la production attendue de l'installation la première année est de 28 760 kWh. L'électricité produite couvrira 21 % des besoins en électricité du groupe scolaire.

La subvention permettra de proposer un prix de revente de l'électricité au collège de 128 €/MWh au lieu de 155 €/MWh sans subvention et de 180 €/MWh sur le marché.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 13 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,37 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 6,12 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération CP2023-072 du 29/03/2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Lumeol étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

#### Localisation géographique :

 CHOISY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques et support	25 560,00	61,89%
Onduleurs	3 000,00	7,26%
Autres coûts électriques	2 240,00	5,42%
Génie civil	9 000,00	21,79%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	1 500,00	3,63%
Total	41 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 346,00	42,00%
Fonds propres	5 000,00	12,11%
Emprunt bancaire	10 753,00	26,04%
Comptes associés	8 201,00	19,86%
Total	41 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

## **Annexe 6 - Fiche-projet Colloque H2 en fonctionnement**

**DOSSIER N° 23006450 - Colloque H2 « Hydrogène, nouvelles énergies pour propulser les mobilités de demain »**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-657382-175002-1700

Action : 17500204- Actions dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	44 000,00 € TTC	45,45 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GIP ROISSY MEAUX AEROPOLE

Adresse administrative : 1 PLACE DE L HOTEL DE VILLE  
77100 MEAUX

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public

Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : colloque consacré aux nouveaux vecteurs énergétiques et à l'hydrogène

**Dates prévisionnelles** : 7 juillet 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le GIP Roissy Meaux Aéroport réunit les communautés d'agglomération du nord Seine-et-Marne et Est Val-d'Oise (CAPM, CARPF, CCPO, CCPMF, CD77). Il a pour ambition de réunir les plus grands acteurs économiques et décideurs politiques pour débattre sur l'avenir des mobilités au regard des enjeux de décarbonation.

A cet effet, en partenariat avec ADP et France Hydrogène, un colloque consacré aux nouveaux vecteurs énergétiques et à l'hydrogène, se tiendra le 17 octobre 2023 à Meaux.

L'objectif du colloque est d'asseoir des écosystèmes territoriaux, d'amplifier la dynamique de décarbonation notamment des plateformes aéroportuaire, d'impulser de nouveaux usages, de fiabiliser les chaînes d'approvisionnement en H2 renouvelable et d'anticiper les formations nécessaires pour le développement d'emplois liés à l'H2.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Localisation géographique :**

 MEAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation du colloque	44 000,00	100,00%
Total	44 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	45,45%
Fonds propres	24 000,00	54,55%
Total	44 000,00	100,00%

## **Annexe 7 - Convention EDF Région IDF**

**CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,  
ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE**

**Entre**

La RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, située au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Représentée par :

Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional, dûment habilitée à signer le présent cadre d'engagement par délibération n° 2023-171 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 5 juillet 2023.

Ci-après dénommée « La Région »

**Et**

Électricité de France, Société Anonyme au capital social de 2 000 466 841 euros, dont le siège social est à PARIS 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris 552 081 317,

Représentée par Luc Rémont, Président Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par « EDF »

**PRÉAMBULE**

**La Région Île-de-France**

Le territoire francilien a aujourd'hui une empreinte énergétique importante qui se caractérise par une dépendance vis-à-vis de l'extérieur puisque 90 % de l'énergie consommée est importée. Grande région métropole, la Région Île-de-France, dans l'exercice du rôle de chef de file qui lui est donné par la loi en matière d'énergie, entend pleinement relever le défi de la transition énergétique en agissant notamment sur la réduction des consommations énergétiques et le développement des énergies renouvelables produites localement et amplifier la lutte contre le changement climatique.

Ainsi, l'Île-de-France, résolument engagée dans la réduction des consommations énergétiques poursuit ses efforts en développant massivement les énergies renouvelables et de récupération, en mettant l'accent sur l'innovation et les expérimentations de nouvelles technologies émergentes et en incitant les territoires à accueillir les initiatives locales ayant valeur d'exemple et les projets porteurs de la transformation énergétique de la région.



Dans la stratégie énergie climat d'Île-de-France qu'elle a adoptée le 3 juillet 2018, la Région fait le choix d'une action déterminée sur ces deux grands axes de la transition énergétique, source d'opportunités structurantes pour la compétitivité, l'attractivité économique et la qualité de vie des Franciliens. Elle réaffirme sa volonté de mobiliser tous les acteurs du territoire, citoyens, collectivités et entreprises sur une trajectoire qui permettra de faire de l'Île-de-France un territoire sobre sur le plan énergétique et décarboné.

Elle fixe notamment pour 2030 :

- la réduction de près de 20% de la consommation énergétique régionale par rapport à 2015 ;
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire Francilien par rapport à 2015.

Elle propose également de diminuer le recours aux énergies fossiles et de multiplier par 4 la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien pour tendre en 2050 vers une région zéro carbone. La mise en œuvre de la Stratégie régionale énergie-climat se poursuit ainsi avec détermination en accélérant le développement de l'hydrogène, du solaire photovoltaïque et de la méthanisation au travers de trois cadres d'intervention ambitieux et opérationnels qui ont été adoptés en novembre 2019 par le Conseil régional.

Ainsi, la Région propose aux grands partenaires du secteur de l'énergie, aux collectivités d'Île-de-France et à leurs groupements et aux associations environnementales un cadre d'engagement matérialisant la volonté partagée des signataires d'œuvrer conjointement à l'atteinte des objectifs de la transition énergétique retenus pour l'Île-de-France à l'horizon 2030 et 2050 et dans la continuité de la COP régionale qui s'est tenue en septembre 2020, de faire de Île-de-France une Région « ZEN » zéro émission nette, une Région « ZAN » zéro artificialisation nette et une Région « CIRCULAIRE », zéro ressource nette.

Le partenariat proposé s'inscrit aussi dans le contexte du plan de relance régional avec la nécessité d'une mobilisation collective sur l'emploi et la formation. La Région est dynamique avec de forts enjeux d'accès à l'emploi et de reconversion, accrus dans le contexte sanitaire post-COVID. Ce partenariat a également pour objet de préparer les compétences de demain via la formation initiale et continue, en particulier sur les métiers d'avenir liés à la transition énergétique, et participe également de la dynamique de relance du territoire.

### **Le Groupe EDF en région Île-de-France**

Le Groupe EDF compte près de 26 000 salariés en Île-de-France, soit près de 1/5 de ses effectifs en France. L'ensemble des métiers et des filiales du groupe sont représentés, tous mobilisés pour une meilleure satisfaction des clients et sur les enjeux de maîtrise de l'énergie face au changement climatique. Le Groupe EDF est présent sur l'ensemble des départements franciliens avec près de 150 implantations et 920 000 m<sup>2</sup> de bureaux, locaux industriels, et de recherches, et les filiales d'EDF sont des acteurs de référence dans le domaine de l'énergie décarbonée en France et à l'international, comme par exemple EDF Renouvelables, EDF EnR, DALKIA, IZI CONFORT, IZIconfort, IZIVIA, HYNAMICS, FRAMATOME, EDVANCE, DATANUMIA, AGREGIO.

En matière d'emploi, le Groupe EDF a embauché en Île-de-France 1 800 salariés en 2022 et accueilli 1600 alternants, ce qui représente plus de 20% des recrutements en CDI et alternance du groupe.

Cette dynamique se poursuit avec des enjeux importants de renouvellement des compétences et de recrutement dans le cadre de la stratégie nationale et territoriale. C'est en particulier le cas pour la filière production bas carbone (nucléaire et ENR), les réseaux et les services énergétiques qui ont d'ores et déjà un certain nombre d'emplois en tension et des besoins importants de recrutement pour les années à venir. Le Groupe EDF est très engagé auprès de la région académique, des trois académies franciliennes, de Pôle emploi et d'un certain nombre d'associations pour porter les enjeux de la transition énergétique et des besoins en formation et en emploi. Il dispose d'un Centre de Formation des Apprentis (CFA) dédié aux métiers de l'énergie qui est également ouvert aux prestataires de la filière.

Ce dernier est hors les murs et opère avec une dizaine d'établissements franciliens partenaires. Le Groupe EDF travaille bien évidemment avec d'autres CFA et est attentif à la qualité de l'offre de formation initiale et continue avec un rôle d'impulsion pour l'ensemble de la filière. EDF verse chaque année près de 750 k€ de taxe d'apprentissage aux établissements secondaires et grandes écoles ou universités en Île-de-France dans le cadre de partenariats de qualité régulièrement renouvelés.

Avec ses trois centres de recherche et de développement (R&D), tous situés en Île-de-France (Saclay, Chatou et Moret-sur-Loing), mobilisant 1700 collaborateurs dont 1200 chercheurs, EDF met l'innovation et la R&D au cœur de sa stratégie. Sur le territoire francilien, la R&D a ainsi développé une vingtaine de partenariats de recherches stratégiques sur les technologies d'avenir et compte 8 laboratoires communs avec les milieux académiques et industriels, dont l'Institut de recherche sur le Photovoltaïque (IPVF), installé à Saclay, qui est un Institut pour la Transition Énergétique (ITE).

Producteur d'électricité en Île-de-France, EDF s'inscrit dans la transition énergétique avec une position de leader dans la production d'énergies renouvelables et de récupération.

Le Groupe EDF accompagne ses clients franciliens (particuliers, collectivités locales et entreprises) dans leur transition énergétique en leur proposant notamment des solutions énergétiques bas carbone et performantes dans les domaines situés à l'interface de l'électricité et des nouveaux modes de vie (efficacité énergétique et carbone des bâtiments, mobilité électrique, éclairage public intelligent, énergies renouvelables et stockage, autoconsommation, valorisation des déchets, économie circulaire, numérique,...)

La dimension RSE est également un axe fort de l'engagement du Groupe sur le territoire : en cohérence avec la raison d'être d'EDF et le plan stratégique CAP 2030, le Groupe EDF porte 16 Engagements RSE autour de 4 enjeux : Neutralité carbone et climat, Préservation des ressources de la planète, Bien-être et solidarités et Développement responsable.

C'est dans ce contexte que la Région Île-de-France et EDF se sont rapprochés pour faire de la transition énergétique, de la dynamique de l'emploi et de la relance des objectifs de réussite sur le territoire.

**CECI ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ, LES SIGNATAIRES SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

1.1 La présente convention-cadre de partenariat a pour objet de définir les orientations générales du partenariat entre EDF et la Région Île-de-France. Les engagements respectifs des Parties pourront être précisés ultérieurement dans des conventions particulières. La Convention-cadre et les Conventions Particulières s'inscrivent dans le cadre des compétences respectives des Parties et dans le respect des obligations légales et réglementaires s'imposant à chacune d'entre elles, en particulier le respect des règles de la commande publique et du droit de la concurrence.

1.2 La Région et EDF souhaitent travailler en partenariat pour mener des actions visant le développement des énergies renouvelables et la neutralité carbone.

Cette collaboration vise également à impulser et à soutenir les initiatives innovantes, en cohérence avec les compétences et stratégies régionales en matière de développement économique, d'innovation, d'emploi et de formation en lien avec la transition écologique.

## **ARTICLE 2 : DOMAINES DE COLLABORATION**

La Région et EDF s'engagent à travailler conjointement en se référant aux objectifs intégrés dans la stratégie Energie Climat d'Île-de-France au travers des **neuf axes** de partenariat définis ci-dessous :

- 1/. La contribution d'EDF aux réflexions dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) de la Région pour la période 2022/2028 ;**
- 2/. La neutralité carbone et le climat ;**
- 3/. Le développement des énergies renouvelables et de récupération ;**
- 4/. La poursuite du déploiement des mobilités propres ;**
- 5/. L'efficacité énergétique et la promotion de la sobriété énergétique ;**
- 6/. L'encouragement à l'innovation sur les technologies d'avenir de la transition énergétique ;**
- 7/. La structuration d'une filière des métiers de la transition énergétique ;**
- 8/. Le développement de l'économie sociale et solidaire (insertion, handicap, achat responsable) ;**
- 9/. La préservation de la Biodiversité.**

Pour chacun de ces axes, la Région et EDF définissent la nature de leur collaboration et s'engagent à travailler à l'émergence de projets concrets innovants et démonstratifs.

**1. La contribution d'EDF aux réflexions dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) de la Région pour la période 2022/2028**

**Le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) de la Région**, adopté par délibération n° CR 2022-029 du conseil régional en date du 19 mai 2022, précise les orientations stratégiques et les modalités d'intervention pour la période 2022-2028 :

Axe 1 : Défendre notre souveraineté industrielle, énergétique, numérique et alimentaire

Axe 2 : Rebondir face à la crise et engager massivement la décarbonation et la digitalisation des TPE, PME et ETI

Axe 3 : Réduire les inégalités sociales et territoriales Axe 4 : Être Leader en Europe dans les innovations stratégiques au service de la décarbonation et de la digitalisation de l'industrie, de la santé et du climat

Axe 5 : Rester une région attractive pour les entreprises et les talents

Axe 6 : Simplifier, moderniser et renforcer la coordination de l'action publique au bénéfice de l'Île-de-France, de ses territoires et de ses entreprises

Le SRDEII doit mettre sa dynamique au service des grands défis et du bien commun : le **défi climatique**, la **santé**, la **souveraineté et la sécurité économique et numérique**, l'**égalité des chances** et la **mobilité**. Sans oublier de capitaliser sur les événements fédérateurs qui peuvent servir de catalyseur pour la croissance, l'innovation et l'emploi.

Avec le SRDEII 2022-2028, la Région a l'ambition d'entraîner, dans ce mouvement, l'ensemble des acteurs du territoire, et des parties prenantes publiques et privées, dirigeants de grandes entreprises, mais aussi TPE, PME, ETI, fédérations professionnelles et consulaires, place financière, écosystème d'innovation, collectivités locales, ...

**EDF, en qualité d'acteur de premier rang en Île-de-France, a un rôle éminent à jouer dans plusieurs des champs d'intervention du SRDEII**, que ce soit au titre de la **relance** par son impact en matière d'emplois, son investissement aux côtés de la Région dans de grands projets du territoire, ou comme donneur d'ordre par les commandes passées auprès de sous-traitants, ou au titre de l'**attractivité**, par ses investissements dans les infrastructures ou en étant pleinement impliqué comme partenaire premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 , au titre de l'**innovation** en portant en propre des innovations stratégiques et en interagissant avec les écosystèmes d'innovation, dont les start-up, ou encore au titre de **la réduction des inégalités sociales et territoriales** via sa fondation, en agissant contre la précarité énergétique ou en accompagnant les acteurs publics et privés dans leur transition énergétique.

Ainsi, dans le cadre du SRDEII, EDF pourra participer à la création d'un fonds d'investissement régional au service des PME innovantes des filières stratégiques pour la région, notamment celles qui participent à la décarbonation de l'économie.

Par ailleurs, compte-tenu de l'importance d'EDF dans le développement économique de l'Île-de-France :

- **EDF rejoindra la gouvernance du SRDEII au titre du collège « entreprises »**, instance stratégique, qui aux côtés de l'exécutif régional, a vocation à donner son avis sur le déploiement du SRDEII et à ajuster – le cas échéant – les orientations stratégiques et les actions à mettre en place ;

- Le Président d'EDF ou son représentant contribuera aux réflexions engagées dans le cadre du déploiement de l'axe n° 4 du SRDEII 2022-2028 « **Être Leader en Europe dans les innovations stratégiques** » ;
- **EDF sera invité à intégrer le Club des Grands Comptes franciliens**, qui sera composé des grandes entreprises industrielles du territoire, et aura vocation à créer un dialogue permanent avec la Région pour favoriser l'attractivité de l'Île-de-France, et anticiper les besoins des entreprises.

## 2. La neutralité carbone et le climat

EDF et la Région ont érigé comme priorité le développement des énergies renouvelables et la neutralité carbone. La Région et EDF souhaitent travailler ensemble sur les scénarios de perspectives énergétiques visant à atteindre cet objectif de neutralité carbone, notamment en contribuant aux travaux du **ROSE (Réseau d'Observation Statistique de l'Energie)**.

La Région continuera à solliciter EDF pour contribuer par son expertise aux travaux menés dans le cadre de la révision du **SRCAE** et dans le processus d'élaboration du nouveau **SDRIF-E**. EDF s'engage à participer aux groupes de travail et Comités des partenaires organisés par la Région sur cette thématique et à contribuer par son expertise aux travaux de **l'Institut Paris Région**. Dans le cadre de la phase de concertation publique, EDF communiquera à la Région ainsi qu'à l'Institut Paris Région une expertise officielle présentant les enjeux et positions du Groupe Edf en Île-de-France au regard des objectifs Zéro Artificialisation Nette, Zéro Emission Nette et Circulaire visés par le SDRIF-E (Préservation du foncier, gestion de la ressource en eau, leviers de décarbonation...).

EDF pourra contribuer par son expertise aux travaux menés par le **Comité Régional de l'Energie**.

Dans cette perspective, EDF partage avec les acteurs franciliens les résultats de **l'étude prospective régionale IDF menée avec la R&D d'EDF, sous réserve des règles de confidentialité**. L'objectif de cette étude, focalisée sur la région Île-de-France, est de comparer plusieurs scénarios de politiques énergétiques aux horizons 2035 et 2050 et mesurer leur capacité à atteindre la neutralité carbone, avec mise en perspective avec les documents de référence existants, notamment la Stratégie Energie Climat adoptée par la Région IDF en juillet 2018. Quatre leviers ont notamment été identifiés par EDF pour atteindre la neutralité carbone :

- Augmenter la production d'énergie bas carbone ;
- Faire des économies d'énergie (actions en faveur de la sobriété et de l'efficacité énergétique) ;
- Diminuer le recours aux énergies fossiles via la substitution d'usage des énergies ;
- Développer d'une approche filière/cycle de vie pour aller vers une économie circulaire des matières et matériaux nécessaires à la production d'énergie et aux usages.

Dans une même logique, EDF pourra partager avec la Région les résultats et enseignements de l'« *Etude climatique Régionale Ile-de-France* » qui sera produite en 2024 et sous réserve des règles de confidentialité associées. Cette étude, qui mobilise l'expertise de la R&D d'EDF sur le changement climatique, vise à caractériser les scénarios, facteurs et conséquences du changement climatique ainsi que les leviers d'anticipation pour le territoire francilien à des horizons de temps moyens et longs termes.

### 3. Le développement des énergies renouvelables et de récupération

La Région est engagée dans **le développement des énergies renouvelables** sur le territoire francilien, notamment en accompagnant les acteurs dans les territoires. Par exemple, le smart service « Mon potentiel solaire » réalisé par l'Institut Paris Région permet d'identifier les toitures et les parkings pouvant accueillir des centrales solaires. En déclinaison de la Stratégie régionale Energie Climat, la Région a voté en novembre 2019, **les plans « Île-de-France territoire solaire » et « Île-de-France territoire hydrogène »** afin d'accélérer le déploiement de l'énergie solaire photovoltaïque et de structurer un véritable écosystème hydrogène en Île-de-France. De son côté, EDF est le 1<sup>er</sup> acteur français dans les énergies renouvelables.

#### Projets solaires

Entre 2020 et 2035, le Groupe EDF a pour ambition de développer et construire 30 GW de solaire photovoltaïque en France en complément de ses autres activités de développement des énergies renouvelables. Dans ce cadre et en cohérence avec le plan régional « Île-de-France territoire solaire », la Région et EDF œuvrent en faveur du développement de l'énergie solaire photovoltaïque en Île-de-France. Le Groupe EDF sera en mesure de répondre aux besoins de la Région en vue du développement de projets franciliens ambitieux dans le strict respect des règles de la concurrence et de la commande publique. Le plan solaire engagé par le Groupe **EDF pour la période 2018-2035 favorisera notamment l'implantation de fermes solaires** sur les terrains issus de son patrimoine foncier, tels que ses anciens sites de production thermique, le site de **PORCHEVILLE** en est un exemple.

Dans le respect des règles juridiques applicables, notamment celles du droit de la concurrence et de la commande publique, EDF et ses filiales intéressées et la Région se rapprocheront en vue de réfléchir aux opportunités de développement de projets de fermes solaires sur le territoire de la Région ainsi qu'aux modalités de participation financière de la Région.

#### Projets éoliens

En ce qui concerne l'éolien, confrontées à des problèmes d'acceptabilité et ayant de fortes contraintes réglementaires, **EDF et ses filiales intéressées et la Région** conviennent de développer, chacune d'entre elles pour ce qui les concernent, **la concertation avec les territoires** pouvant permettre l'implantation de projets éoliens. L'objectif partagé est d'obtenir pour les habitants des territoires des bénéfices véritablement partagés, en termes de retombées économiques et d'emplois. C'est cette implication des territoires en amont qui permettra l'acceptabilité des projets potentiels. La Région pourra ainsi, dans un second temps, soutenir les projets qui auront reçu l'aval des collectivités concernées.

#### Hydrogène bas carbone et renouvelable

La Région et EDF et ses filiales intéressées se rapprocheront pour travailler ensemble dans le respect des règles juridiques applicables, notamment celles du droit de la concurrence et de la commande publique, pour favoriser le déploiement de projets sur le territoire francilien afin de structurer un véritable écosystème hydrogène permettant la production d'hydrogène local et décarboné, le développement d'un réseau de stations de recharge accessibles, réparties sur le territoire et interopérables, et l'utilisation de l'hydrogène par des véhicules ou par le transport fluvial.

S'agissant des enjeux d'emploi et de formation liés à la mobilité électrique et hydrogène, EDF ainsi que ses filiales intéressées étudieront la possibilité de s'associer au projet de Campus Mobilité Responsable dans les Yvelines, soutenu notamment par la Région.

#### Production de chaleur décarbonée

Le Groupe EDF est un acteur majeur de la décarbonation au service de ses clients et des territoires et dispose de solutions adaptées pour décarboner les usages (production d'électricité, bâtiment, transport, industrie, chauffage urbain...). Parmi les leviers de décarbonation, la production de chaleur renouvelable représente un enjeu fort en Île-de-France et un atout pour concourir et accélérer la trajectoire vers la neutralité carbone de la région. La décarbonation des réseaux de chaleur alimentés par la filière des déchets, par la géothermie profonde dont le potentiel est beaucoup plus important en Île-de-France que dans les autres régions Françaises, par la filière biomasse, mais aussi la chaleur fatale industrielle constitue un levier pertinent d'atteinte des objectifs de neutralité carbone. **Dans ce contexte, la Région et EDF et ses filiales intéressées seront en mesure d'encourager le développement et la valorisation des énergies renouvelables et de récupération locale à travers notamment les réseaux de chaleur et de froid.**

#### **4. La poursuite du déploiement d'une mobilité propre**

Le déploiement d'une mobilité propre passe avant tout par l'électrification. Les principaux enjeux sont la répartition et la densification des bornes de recharges (proposition 16 de la COP Île-de-France : « installation de 12 000 bornes de recharge électrique en libre accès d'ici à 2023 ») et le pilotage de la recharge. EDF et ses filiales intéressées seront en mesure d'apporter leur expertise pour aider au dimensionnement et à la planification des infrastructures de recharge dans le respect des règles juridiques applicables, notamment celles du droit de la concurrence et de la commande publique.

Dans ce cadre, EDF et ses filiales intéressées pourront apporter leur expérience en matière d'exploitation de réseau de bornes de recharge notamment en étudiant les mesures les plus pertinentes telles que :

1/. Le **maillage et le développement des points de recharge** en particulier dans la problématique du dernier kilomètre :

2/. Les solutions de **recharge intelligente** (*smart charging*) qui permettent de répartir la recharge des véhicules en dehors des périodes de pointe et de valoriser au mieux la production de générateurs photovoltaïques en autoconsommation collective

Plus propre, moins énergivore, plus silencieuse, les mobilités électriques et à hydrogène permettront à la région Île-de-France de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et de particules fines tout en réduisant sa dépendance aux énergies fossiles (90 % de l'énergie consommée dans le routier est aujourd'hui fossile).

**De son côté, la Région pourra apporter des aides financières aux maîtres d'ouvrages des bornes de recharge sur le domaine public, et pourra contribuer aux expérimentations d'EDF évoquées ci-dessus.**

## 5. L'efficacité énergétique et la promotion de la sobriété énergétique

La Région et EDF souhaitent accélérer la transition énergétique dans le tertiaire public, mais aussi dans les territoires, auprès des habitants, des bailleurs sociaux et propriétaires privés, notamment les copropriétés et les entreprises, par des actions en matière d'efficacité énergétique et de la maîtrise de la demande en énergie.

L'enjeu est double en Île-de-France : il s'agit en effet **d'améliorer l'efficacité énergétique** des bâtiments - particulièrement dans le résidentiel - tout en décarbonant les modes de chauffage les plus polluants en les substituant par des dispositifs performants : biomasse en périurbain, connexion aux réseaux de chaleur renouvelable ou de récupération, ou pompes à chaleur.

EDF, un des premiers obligés CEE de France, incite les maîtres d'ouvrage à installer des technologies performantes pour consommer moins, par une contribution à leur financement en contrepartie de production de CEE et par l'innovation permettant d'identifier de nouvelles technologies reconnues par le pôle national CEE. Ainsi, des partenariats CEE peuvent être engagés par EDF avec la Région sur son patrimoine ou avec des industriels, des propriétaires d'immeubles ou des particuliers pour réduire leur consommation

La pédagogie autour de la sobriété énergétique passe également par des **expérimentations** qui pourront être menées avec des lycées afin de faire évoluer l'offre de formation et les supports technologiques utilisés (bornes de recharge, armoire électrique, pompes à chaleur). L'objectif est d'incarner la transition énergétique au plus près des jeunes afin de participer à la nécessaire prise de conscience collective et de la faire vivre au quotidien.

## 6. L'encouragement à l'innovation sur les technologies d'avenir de la transition énergétique

### 1/. Des solutions innovantes pour la qualité de l'air en Île-de-France :

La Région, qui soutient Airparif et AirLab, a accompagné plusieurs expérimentations afin d'améliorer la qualité de l'air dans les bâtiments et les enceintes souterraines. La Région poursuit ses actions en matière **d'amélioration de l'air intérieur et extérieur** au travers par exemple de son dispositif véhicules propres, son fonds air et renouvellement des chauffages au fuel, au bois ou au charbon, ou ses dispositifs encore en faveur de la qualité de l'air dans les écoles, les crèches et les ALSH.

EDF a développé des solutions visant à mieux connaître la qualité de l'air tant extérieur qu'intérieur notamment via une **modélisation de la dispersion des polluants au travers d'études menées par le CERE**A, son laboratoire commun avec l'école des Ponts ParisTech. Sur le sujet de la qualité de l'air, un projet est actuellement mené conjointement entre la Région et EDF avec le soutien d'une thèse sur le sujet et une campagne de mesures sur la qualité de l'air au stade Pierre de Coubertin.



## **2/. La décarbonation des activités industrielles historiquement présentes le long de la Seine**

Les activités industrielles historiquement présentes le long de la Seine, notamment à proximité de l'estuaire (pétrochimie, production d'énergie), présentent une empreinte carbone conséquente et des niveaux d'émissions de CO<sub>2</sub> questionnant leur soutenabilité à moyen terme. La décarbonation de ces activités est une action prioritaire. Dans le cadre des enjeux liés à l'Axe-Seine, l'action du Groupe EDF vise également à décarboner et à développer les activités présentes sur la Seine en soutenant par exemple le report modal vers mobilité fluviale.

La Région et EDF souhaitent travailler à la définition de solutions innovantes (décarbonation d'usages industriels, captage de CO<sub>2</sub>, mesure et modélisation des émissions, ...) en la matière afin d'améliorer la connaissance et de pouvoir diminuer l'impact des activités industrielles de l'Axe Seine sur la qualité de l'air. Dans ce contexte, **EDF et ses filiales intéressées poursuivront l'accompagnement engagé auprès des acteurs de l'écosystème fluvial et d'entreprises innovantes notamment dans le cadre de l'AMI « Accélérateur de projets Hydrogènes dans le domaine fluvial en Vallée de Seine ».**

Des projets de recherche communs entre les Parties pourraient voir le jour, dans le respect des règles juridiques applicables, notamment celles du droit de la concurrence et de la commande publique. **Dans ce cadre, la Région mobilisera ses aides à l'innovation, comme « Innov'up », pour financer des projets participant à la décarbonation des activités industrielles. Comme elle l'a fait avec d'autres partenaires, la Région pourra mobiliser son ingénierie et ses aides à l'innovation dans le but de sélectionner et de financer des innovations expérimentales dans ce domaine.**

**La Région et EDF étudieront la possibilité de mobiliser le dispositif « challenge IA » pour sélectionner des terrains d'expérimentation et des innovations répondant aux enjeux de la décarbonation des activités industrielles.**

## **3/. Développer l'innovation en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 constituent un événement fédérateur qui peut servir de catalyseur pour la croissance, l'innovation et l'emploi.

EDF est partenaire « premium » et fournisseur officiel d'électricité renouvelable des Jeux de Paris 2024.

De plus EDF contribue à la réalisation de nouvelles infrastructures pérennes qui seront utilisées pendant les Jeux□comme le Centre Aquatique Olympique, le secteur E-Les Belvédères du Village des athlètes au sein des groupements d'entreprises, le stade de canoë-kayak à Vaires-sur Marne ...

En termes de développement de solutions innovantes, les Jeux Olympiques et Paralympiques ouvriront de multiples perspectives en particulier sur le champ du solaire provisoire, de l'hydrogène, de la recharge des véhicules électriques, de la supervision énergétique, de l'alimentation des sites isolés / provisoires.

A l'occasion de cet événement, le Groupe EDF a pour ambition de faire valoir son expertise et sa capacité à accompagner le territoire dans sa transformation énergétique vers la neutralité carbone, et à incarner les engagements RSE inscrits dans sa raison d'être.

Dans ce contexte, la Région et EDF ainsi que ses filiales intéressées se rapprocheront dans le respect des règles juridiques applicables, notamment celles du droit de la concurrence et de la commande publique pour travailler ensemble à l'identification des synergies possibles dans la même logique que la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, comme par exemple des actions autour de bornes de recharge pour des véhicules électriques, la participation à des événements communs, l'organisation de visites des infrastructures qui accueilleront les épreuves, l'organisation d'hackatons autour des Jeux de Paris 2024...

## **7. La structuration d'une filière des métiers de la transition énergétique**

**La Région et EDF souhaitent développer des emplois de qualité, durables et non délocalisables au service de la transition énergétique.** Une attention particulière sera portée aux jeunes en formation et adultes en reconversion afin de leur donner de la visibilité sur les métiers en tension et les compétences nécessaires.

EDF est pleinement engagée sur les territoires et met son expertise au service des établissements de l'enseignement secondaire et supérieur. Des partenariats étroits sont noués depuis longtemps avec les institutionnels de l'emploi dont Pôle Emploi, de nombreuses associations ou structures (dont les Missions locales) et les collectivités franciliennes. Ces partenariats seront renforcés dans une logique d'opérationnalité et de résultats de court et moyen terme afin de relever le défi climatique, contribuer aux politiques d'emploi et répondre aux besoins des acteurs énergétique, dont le groupe EDF, employeur de premier rang en région Ile de France et au niveau national.

Il est en particulier proposé de :

1/. Contribuer à la labélisation du **Campus d'Excellence Energie Durable - EDU** afin de structurer et développer une offre de formation initiale et continue susceptible de rassembler les industriels, établissements de l'enseignement secondaire et supérieur avec un rayonnement national et international.

Premier Campus interacadémique d'Ile-de-France, le Campus EDU, hors les murs, est structuré autour de quatre pôles : Nucléaire (NExIF), Réseaux, Energies Renouvelables, Système énergétique.

**Une première brique a été réalisée sur le volet nucléaire avec « Nucléaire Excellence IDF » (NExIF), lauréat de l'appel à projet Compétences nucléaires** (en lien avec le lycée de Montereau, l'Université de Paris Saclay et le CFA d'EDF) et une demande de financement a été déposée en réponse à l'appel à projets Compétences et métiers d'Avenir (CMA) de France 2030, à travers le projet HTASE (thématique batteries et hydrogène). Le groupe EDF a également contribué activement à deux autres appels à projets portés par l'Université de Saclay et soutenus par la région académique dont les résultats sont attendus (accélération dès la carte des formations et innovation pédagogique).

Ce campus s'inscrit en partenariat avec le Campus Mobilité circulaire (78) et celui sur l'Intelligence Artificielle (75). Des liens avec d'autres régions sont également réalisés, en particulier sur le nucléaire et l'hydrogène.

Si la recherche et la modernisation des formations pour un accès facilité au marché du travail sont des points majeurs, EDF contribuera également activement aux dimensions innovation pédagogique et inclusion et étudiera la possibilité d'un partenariat avec l'Agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation « Oriane » récemment créée.

## 2/. Développer des expérimentations avec les DRIETS

- **en lien avec l'Education nationale et le CFA EDF** afin de créer des classes passerelles qui permettront d'accéder à des formations en alternance et des emplois en tension liés à la transition énergétique (en particulier les bac pro melec et TEMSEC).
- **en lien avec des industriels pour créer avec eux des parcours de reconversion pour leurs personnels concernés.**

3/. Poursuivre les démarches engagées avec certains lycées référents, localisés à la fois dans des zones urbaines et rurales de l'Île-de-France, pour **développer l'attractivité des métiers** pour lesquels de nombreux besoins en recrutement existent : travail sur la qualité et la modernisation des équipements pédagogiques, partenariats école / entreprises / associations / région pour faciliter l'accueil de stagiaires, d'alternants et adultes en reconversion en lien avec Pôle emploi.

4/. **Travailler les reconversions** au plus près des bassins d'emplois en regardant les passerelles et reconversions susceptibles d'être organisées entre les besoins du groupe et les métiers en décroissance de certains acteurs industriels en difficultés (en particulier l'aéronautique, l'automobile et l'aéroportuaire).

5/. **Favoriser la diversité et l'inclusion** avec des actions concrètes et l'expérimentation de nouvelles méthodes de recrutement dont le recrutement par le sport.

## 8. Le développement de l'économie sociale et solidaire (insertion par l'activité économique, handicap, achat responsable)

La Région est convaincue du rôle crucial de l'économie sociale et solidaire sur son territoire, et porte en ce sens une **Stratégie ESS** depuis 2017, renouvelée en 2022 pour la période 2022-2028. L'une des priorités stratégiques poursuivies par la Région consiste à favoriser les coopérations entre l'économie sociale et le secteur privé, via des partenariats « gagnant-gagnant », répondant à la fois aux besoins économiques de l'entreprise et aux enjeux de pérennité et de développement des structures de l'ESS. EDF, dans le cadre de sa **politique RSE**, est déjà pleinement engagé dans la dynamique de responsabilité sociale de ses pratiques et d'ancrage territorial, notamment via sa politique d'achats responsables, ses actions en matière de solidarités et sa stratégie de développement territorial responsable. **Ces actions seront étudiées avec un prisme francilien, pour adapter et renforcer les engagements d'EDF en faveur de l'ESS en Île-de-France.**

Il est ainsi proposé de creuser les pistes suivantes, au titre de la présente convention-cadre :

1/. Pousser l'**ambition d'EDF en matière d'achats responsables en Île-de-France** : dans les classes d'achats adéquates, veiller à la responsabilité sociale et territoriale de son organisation, notamment concernant le recours au secteur du travail protégé et adapté (STPA) et des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) ; étudier la faisabilité d'un partenariat durable et innovant avec une entreprise de l'ESS sur une ou plusieurs classes d'achat, pour faire d'EDF un ambassadeur des coopérations inclusives. La Région pourra soutenir les efforts d'EDF en proposant des ressources ciblées (formation des acheteurs, ingénierie de partenariat...).

2/. La **politique de recrutement d'EDF** est résolument ancrée dans une stratégie d'inclusion et de respect de la diversité. La Région pourra accompagner EDF dans l'identification de leviers de progression en matière d'emploi de personnes en situation de handicap et de personnes en fin de parcours d'insertion professionnelle.

3/. **L'énergie est une filière d'avenir pour le territoire francilien, notamment en matière d'emploi**. De nombreux jeunes, en particulier dans les territoires les plus enclavés ou fragilisés d'Île-de-France, sont en difficulté pour prendre connaissance et accéder aux opportunités de cette filière. Via sa politique de mécénat de compétences, EDF sait faire connaître, en France et à l'international, la diversité de ses métiers ; cette action pourra être renforcée sur le territoire francilien, en approfondissant les liens d'EDF avec l'écosystème des collèges et lycées franciliens et les associations agissant pour l'orientation et l'insertion des jeunes en difficulté dans des métiers d'avenir.

4/. La **politique de mécénat de compétences d'EDF**, déployée via la Fondation, pourrait également être orientée plus spécifiquement vers des entreprises de l'ESS opérant dans des activités liées ou connexes à celles d'EDF, pour aider ces entreprises et leurs salariés à monter en compétences sur des fonctions clés (marketing, communication, IT...) ou sur des enjeux spécifiques du secteur de l'énergie et du recrutement.

En lien avec la politique d'ESS, la Région a créé **Oriane** le 1er janvier 2023. **Oriane**, l'agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation, déploie **trois missions** qui constituent autant d'ambitions :

- **Devenir le guichet unique et incontournable de l'orientation** en Île-de-France en répondant à l'ensemble des questions que se posent les Franciliens de façon directe et simple ;
- **Lutter contre le décrochage** (des scolaires, des apprentis, des étudiants et des personnes en situation de vulnérabilité) en allant vers ces publics et en leur proposant des solutions pour incarner l'égalité de tous les Franciliens ;
- **Favoriser l'insertion professionnelle** des jeunes et des demandeurs d'emplois.

EDF est un acteur très engagé du territoire francilien, pour son propre compte en tant qu'énergéticien de référence mais également en tant que chef de file de filières énergétiques. Une convention sera signée avec l'agence Oriane afin d'identifier les principaux projets susceptibles d'être menés ensemble. Elle portera notamment sur :

- **La valorisation de l'agence Oriane par EDF** afin de participer à sa notoriété ainsi que la communication sur actions menées pour aider les jeunes franciliens et ceux qui les accompagnent dans leur orientation.

- **Un appui d'Oriane aux opérations de recrutement réalisées par EDF** sur le territoire francilien avec un partage d'expertise pour innover dans les pratiques de recrutement, élargir le sourcing dans une culture de résultats
- **La participation de professionnels EDF en tant qu'ambassadeurs métiers** pour intervenir dans des manifestations organisées par la région et la valorisation des offres d'alternance et d'emploi d'EDF dans les supports de communication de l'agence.

**Pour toutes ces actions, et d'autres qui pourront émerger des échanges, la Région pourra soutenir et accompagner EDF dans la mobilisation des leviers d'action les plus pertinents au regard de ces objectifs.**

## **8. La préservation de la biodiversité**

La région Île-de-France dispose d'un riche patrimoine naturel. Le territoire francilien est parsemé de grands espaces naturels dont la Région a déjà entamé la préservation et la valorisation, mais aussi de très nombreux jardins, parcs et autres petits sites naturels à conserver et développer. La Région a ainsi voté en février 2022 une série d'actions en faveur de la préservation de ce patrimoine en mettant notamment en place un **label « petits patrimoines naturels » d'Île-de-France**. L'objectif de ce label est d'accorder une reconnaissance aux propriétaires et locataires s'engageant à respecter une charte de bonnes pratiques en faveur de la biodiversité à travers la labellisation de leur petit patrimoine naturel.

**La Région et EDF souhaitent travailler ensemble à l'identification des espaces présents sur les sites franciliens d'EDF éligibles au label « petits patrimoines naturels ». Dans cette perspective, EDF proposera à la Région des sites à la labellisation, répondant au règlement d'intervention du dispositif.**

## **ARTICLE 3 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

Sans préjudice des stipulations des articles 11 « Ethique et conformité » et 14 « Résiliation », les Parties conviennent que la convention-cadre entre en vigueur le jour suivant la date de sa signature par les Parties pour une durée de cinq (5) ans.

## **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE GOUVERNANCE**

Le suivi de la Convention-cadre sera assuré par un Comité de pilotage réunissant des représentants de la Région et d'EDF.

Ce Comité de pilotage sera coprésidé par la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, et le Président Directeur Général d'EDF, ou leurs représentants dûment habilités à cet effet.

Ce comité veille à la bonne exécution de la présente convention-cadre et au développement du partenariat dans le respect des orientations générales qu'il fixe, à l'exclusion de toute intervention dans le pilotage opérationnel des actions engagées au travers des conventions particulières signées ultérieurement par les Parties, dans le respect de leur champ de compétences respectives et dans le respect des obligations légales et réglementaires s'imposant à chacune d'entre elles, en particulier le respect des règles de la commande publique et du droit de la concurrence.

Le Comité de pilotage se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an pour examiner le bilan annuel de la mise en œuvre du partenariat rédigé par l'un ou l'autre des représentants du comité et examiner les éventuelles adaptations à y apporter.  
Chaque réunion du Comité de pilotage donnera lieu à la rédaction d'un ordre du jour et d'un compte-rendu de la réunion par l'un ou l'autre des représentants.

Le comité de pilotage pourra participer aux groupes de travail des différentes instances mises en place par la Région liés aux projets et/ou politiques publiques menées par la collectivité (SRDEII, SDRIF-E...).

Sur la base des neuf axes de travail précités et des thèmes retenus comme prioritaires par le comité de pilotage, des groupes de travail *ad hoc* réunissant les deux parties pourront être constitués pour suivre et jalonner les projets spécifiques engagés.

## **ARTICLE 5 – BUDGET**

Chaque Partie supporte les coûts et dépenses internes engagés par elle pour la mise en œuvre de la Convention-cadre. L'exécution de la Convention-cadre ne donne lieu à aucune rémunération de l'une ou de l'autre des Parties.

## **ARTICLE 6 - CONVENTIONS PARTICULIÈRES**

La présente convention-cadre a vocation à fixer les orientations générales du partenariat. Des conventions particulières pourront préciser, à la fois le contenu et les conditions de réalisation des actions du partenariat. Elles seront conclues dans le cadre des compétences respectives des Parties dans le respect des obligations légales et réglementaires s'imposant à chacune d'entre elles et en particulier dans le respect des règles de la commande publique et du droit de la concurrence.

## **ARTICLE 7- COMMUNICATION ET VALORISATION**

Les Parties s'attacheront à accompagner d'une communication et d'une valorisation adaptées les actions les plus exemplaires qui seront engagées au titre de la présente convention-cadre.

Les actions de communication et de valorisation communes portant sur cette convention-cadre et sur les opérations qu'elle recouvre seront définies conjointement, par un échange et accord préalable entre les Parties, tant sur le fond que sur la forme, et ce pour chaque opération.

Chacune des Parties pourra communiquer sur l'existence et la signature du présent Partenariat. Les Parties s'engagent à veiller tout particulièrement au respect des dispositions des articles L. 52-8 et L. 52-1 du Code électoral (communication en période pré-électorale).

Par ailleurs, chacune des Parties s'engage à faire connaître la présente convention-cadre au niveau interne en vue de mobiliser les ressources nécessaires à sa réalisation et au respect des engagements réciproques.

Dans toute communication interne ou externe, les Parties s'engagent à veiller au respect des obligations de confidentialité et de protection des droits de propriété intellectuelle de chacune des Parties

Toute communication interne ou externe sur le contenu des actions identifiées dans la Convention-cadre, quel que soit le support, par l'une des Parties, sera soumise à l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Chacune des Parties autorise l'autre à utiliser son logo, son nom et sa marque dans les communications internes et externes décidées dans le cadre de ce Partenariat.

Toute action et tout support de communication reproduisant le nom et/ou le logo d'une Partie sera soumis à son accord préalable et écrit.

La dénomination, la marque verbale et le logotype « EDF » (ci-après la « Marque EDF ») pourront être reproduits par la Région de façon visible et lisible, en respectant rigoureusement la charte graphique d'EDF qui lui sera ultérieurement transmise par EDF, sur les supports matériels et immatériels qui seront identifiés par les Parties. Cette autorisation est donnée sans autre garantie que celle de l'existence matérielle de la Marque EDF.

Avant la réalisation et diffusion d'un quelconque document ou support comportant le logo EDF, la Région s'engage à soumettre ce document ou support à l'accord préalable et écrit d'EDF, en respectant un délai de consultation raisonnable (minimum 10 jours calendaires).

La Région reconnaît que la remise des caractéristiques du logotype d'EDF ne lui confère aucun droit de propriété ou d'usage sur ce logotype et sur tout élément d'identification d'EDF hormis la reproduction de ce logotype sur les supports de la Région convenus en les Parties.

La Région autorise EDF à faire figurer son logo dans tous les supports, internes et externes, réalisés par EDF en lien avec le présent Partenariat. Le logotype de la Région sera reproduit par EDF de façon visible et lisible, en respectant rigoureusement la charte graphique de la Région qui lui sera communiquée.

Avant réalisation et diffusion d'un quelconque document ou support comportant le logotype de la Région, EDF s'engage à soumettre ce document ou support à son accord préalable et écrit, en respectant un délai de consultation raisonnable (minimum 10 jours calendaires).

L'expiration ou la résiliation de la Convention-cadre mettra fin aux droits de reproduction des signes distinctifs et éléments d'identification de chacune des Parties.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS**

Les Parties conviennent que toute modification à apporter à la convention-cadre devra faire l'objet d'un avenant signé par les Parties dans le respect des obligations légales et réglementaires s'imposant à chacune d'entre elles.

## **ARTICLE 9 - NON-EXCLUSIVITÉ**

Chacune des Parties reste libre de conclure tout accord du même type ou de conduire toute action ou expérimentation (études, recherches, essais, ...) de même nature que celles menées en application de la présente convention-cadre, en toute indépendance ou en association avec tout tiers de son choix.

Néanmoins, ceci ne fait pas obstacle à ce que les Parties prévoient selon certaines actions envisagées une exclusivité dans le cadre des Conventions Particulières prises en application de la Convention-cadre.

## **ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITÉ**

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés dans la Convention-cadre.

Chacune des Parties s'engage à conserver confidentiels les informations et documents de l'autre Partie, de quelque nature qu'ils soient, économiques, techniques ou commerciaux, auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de la convention-cadre et qui seront expressément qualifiées de confidentielles par la Partie propriétaire, sauf à obtenir l'accord écrit et préalable de la Partie propriétaire pour pouvoir passer outre cette obligation.

Chacune des Parties prend, notamment vis-à-vis de son personnel, toutes les mesures nécessaires pour protéger sous sa responsabilité, le secret et la confidentialité de toutes les informations et de tous les documents précités.

Cet engagement de confidentialité demeure valable aussi longtemps que les informations et documents précités ne tombent pas dans le domaine public, et seulement dans la mesure où ces informations et documents n'étaient pas en possession de l'autre Partie avant l'entrée en vigueur de la présente convention-cadre ou ne sont pas identiques à ceux qui sont obtenus ultérieurement par l'autre Partie, d'un tiers ayant le droit de les divulguer.

Par dérogation à ce qui précède, les Parties conviennent que tout document produit dans le cadre de la Convention-cadre pourra être utilisé par l'une ou l'autre des Parties afin de préserver conformément aux règles de la commande publique, l'égalité de traitement des candidats dans le cadre de procédures d'appel d'offres public, appels à projet ou délégation de service public.

## **ARTICLE 11 – ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ**

La Région déclare sur l'honneur qu'elle répond aux exigences de conformité du Groupe EDF traduites dans la Charte Ethique du Groupe EDF (<https://www.edf.fr/groupe-edf/agir-en-entreprise-responsable/programme-ethique-et-conformite/respect-valeurs-groupe>) et qu'elle satisfait aux obligations, nationales et internationales, de lutte contre la corruption, le blanchiment et le financement du terrorisme.

En particulier, la Région déclare sur l'honneur qu'elle satisfait aux obligations des lois applicables en matière de droit du travail, notamment celles relatives à la lutte contre le travail dissimulé, et à la corruption d'agents publics.

En cas de manquement de la Région aux engagements d'intégrité, la Convention-cadre sera résiliée de plein droit, dans les conditions fixées à l'article « résiliation » de la Convention-cadre mais sans préavis et sans qu'aucune indemnité ne soit due de ce chef par EDF.



De son côté, EDF s'engage à respecter le droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

## **ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les Parties reconnaissent que :

- les différents modes possibles de collaboration entre les Parties ne sont pas totalement définis au niveau de la Convention-cadre ;
- des Conventions Particulières prises en application de la Convention-cadre pourront être signées entre les Parties pour la mise en œuvre de certaines actions envisagées. Ces Conventions Particulières préciseront à la fois le contenu et les conditions précises de réalisation et si nécessaire le régime de propriété intellectuelle applicable. En conséquence, les Parties conviennent qu'il n'est pas possible à ce jour de définir complètement et exactement toutes les stipulations de propriété intellectuelle sur les résultats afférents.

En revanche, la présente convention-cadre ne remet pas en cause les droits de propriété intellectuelle dont chacune des Parties est titulaire à sa date d'entrée en vigueur.

Par ailleurs, la Partie qui, pour l'exécution de la Convention-cadre ou et ses conventions particulières mettrait en œuvre de façon induue des droits de propriété intellectuelle de tiers, resterait seule responsable vis-à-vis dudit tiers mais également de l'autre Partie, de toutes les conséquences induites par cette utilisation.

## **ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ**

Chaque Partie est responsable de l'exécution de ses engagements.

Les Parties conviennent que le non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements contractés dans la présente convention-cadre ne donnera pas lieu au versement de dommages et intérêts mais à une résiliation de la convention-cadre selon les modalités définies à l'article 13 « résiliation ». Les Parties renoncent en conséquence à tout recours l'une envers l'autre au titre de la présente convention-cadre.

Les conventions particulières préciseront les modalités de responsabilité propres aux actions correspondantes.

## **ARTICLE 14- RÉSILIATION**

D'une manière générale, les Parties conviennent que la présente convention-cadre pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trente (30) jours calendaires, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la Partie qui résilie la convention-cadre n'aura pas à justifier des motifs de résiliation.

Ce préavis sera ramené à cinq (5) jours calendaires, dans l'hypothèse où une Partie souhaiterait résilier la convention-cadre parce qu'elle estimerait que l'autre Partie ne respecterait pas les termes de la Convention-cadre.

La résiliation de la Convention-cadre, pour quel que motif que ce soit, ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

En cas de résiliation de la convention-cadre, les conventions particulières prises en application de celle-ci resteront en vigueur pour leur durée propre restant à courir.

En tout état de cause, en cas de non-respect par la Région des valeurs du Groupe EDF ou de la réglementation en vigueur, EDF pourra résilier de plein droit la Convention-cadre sans préavis ni mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Nonobstant l'expiration ou la résiliation de la Convention-cadre, les dispositions relatives à la confidentialité ainsi qu'à la propriété intellectuelle continueront à s'appliquer durant les trois (3) années consécutives à l'expiration ou la résiliation de la Convention-cadre.

## **ARTICLE 15 - CONTRADICTIONS**

Les Parties conviennent que, en cas de contradiction entre les stipulations de la présente convention-cadre et toute autre disposition qui sera contenue dans les conventions particulières prises en application de la convention-cadre, les stipulations de chaque convention particulière prévaudront sur celles de la convention-cadre.

## **ARTICLE 16 - CESSION**

La Convention-cadre est conclue entre les Parties en considération de leurs personnes respectives. Elle ne peut faire l'objet d'aucun transfert ou cession.

## **ARTICLE 17 – LANGUE DE LA CONVENTION-CADRE, DROIT APPLICABLE, REGLEMENT DES LITIGES**

La langue de la Convention-Cadre et de ses annexes est le français, nonobstant toute traduction, même partielle qui pourrait en être faite, la version originale en langue française prévaudra.

La Convention-cadre et ses annexes sont soumises au droit français et aux juridictions françaises.

En cas de différend entre les Parties sur l'interprétation ou l'exécution de la convention-cadre et des différentes conventions particulières qui s'y réfèrent, les Parties rechercheront un accord amiable, dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception, du différend, par la Partie la plus diligente.

En cas d'échec de cette procédure de règlement amiable, le différend pourra alors être porté devant les Tribunaux compétents de Paris.

## **ARTICLE 18 - ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour les besoins des présentes, les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-après :

Pour la Région : 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Pour EDF : 22-30, avenue de Wagram, 75 008 Paris

## **ARTICLE 19 : GESTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Chacune des Parties s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP »), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »).

Les Parties conviennent que la présente Convention-cadre n'implique aucun traitement de données personnelles par l'une des Parties pour le compte de l'autre en tant que sous-traitant au sens du RGPD.

Quoi qu'il en soit, les Parties reconnaissent que, sont transmises entre-elles des contacts nominatifs (nom, prénom, fonctions, adresse mail et coordonnées téléphoniques), à des fins de gestion administrative ou financière, ou de suivi technique et opérationnel de la Convention-cadre.

Concrètement, les données personnelles susvisées concerneront les signataires de la Convention-cadre ainsi que les membres du COPIL visé à l'article 13 des présentes.

Chaque Partie recevant communication de ces DCP de la part de l'autre Partie s'engage notamment à :

- Prendre des mesures adéquates pour en préserver la sécurité,
- Ne les utiliser que pour les finalités prévues ci-dessus et n'en faire aucun autre usage,
- Ne transférer tout ou partie des DCP ainsi transmises en dehors de l'Union Européenne ou de tout pays assurant un niveau de protection adéquat au sens du RGPD, qu'avec des garanties appropriées au regard des exigences du RGPD.
- Informer les personnes concernées dans le respect des articles 13 ou 14 du RGPD selon les cas et faciliter l'exercice de leurs droits.

Les Parties s'apporteront mutuellement assistance pour répondre à toute demande d'exercice de droits RGPD des personnes physiques concernées, dans le respect des délais légaux.

S'agissant d'EDF, l'information due aux personnes concernées prendra la forme de la mention d'information reproduite en annexe 2 des présentes que la Région s'engage à porter à l'attention de toute personne dont il transmettra les coordonnées à EDF dans le cadre de la présente Convention-cadre.

### Conventions particulières :

La présente clause n'a pas vocation à encadrer les éventuels traitements de données personnelles qui seraient mis en œuvre dans le cadre des conventions particulières qui feraient suite à la conclusion de la présente Convention-cadre.

Lors de la conclusion de conventions particulières, les Parties examineront si des engagements différents du contenu de la présente clause doivent être introduits dans ces conventions particulières au regard des éventuels traitements de données personnelles complémentaires mis en œuvre dans ce cadre.

## **ARTICLE 20 - LISTE DES ANNEXES**

Est annexée à la Convention-cadre le document suivant :

- Annexe 1 : Récapitulatif des premières actions de coopération
- Annexe 2 : Mention informatique et libertés

Fait à .....

Le .....

En deux exemplaires originaux,

**POUR EDF**

**POUR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**

**Luc RÉMONT**  
**Président Directeur Général**

**Valérie PÉCRESSE**  
**Présidente**

## **ANNEXE 1 : récapitulatif des premières actions de coopération**

	<b>ACTIONS</b>	<b>ECHEANCE</b>
1	Participation d'EDF à la construction et à la prospective énergétique (SRCAE, SDRIF-E)	2023
2	Mettre en place en partenariat avec la Région une ferme solaire sur l'ancien site thermique de Porcheville	2023 et suivantes
3	Favoriser et soutenir l'émergence d'écosystèmes hydrogène vert, notamment les projets H2 Seine Vitry, Vallée Sud Grand Paris, Pays de France	2023 et suivantes
4	Mettre en place des expérimentations en mobilité zéro émission	2023 et suivantes
5	Développer des projets de photovoltaïque en toiture de copropriétés à rénover et l'autoconsommation, et notamment réaliser deux démonstrateurs d'autoconsommation.	2023
6	Labéliser le Campus d'excellence d'Energies Durables	2023 et suivantes

## **Annexe 2 : Mention informatique et libertés**

Dans le cadre de l'exécution d'une convention de partenariat entre la Région et EDF, EDF a collecté, en tant que responsable de traitement, sur la base de son intérêt légitime, vos coordonnées professionnelles (nom, prénom, fonctions, adresse mail et coordonnées téléphoniques) auprès de la Région.

Ces données sont traitées par EDF pour les besoins de l'exécution de la convention de partenariat dans laquelle vous êtes impliqué et seront conservées pendant 5 ans

Vos données seront susceptibles d'être communiquées à EDF - Direction à l'Action Régionale Ile-de-France.

Vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification et de suppression portant sur les données vous concernant. Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données et à la portabilité.

Ces droits peuvent être exercés auprès de : Monsieur Alban SCHULTZ, Chargé de relation Région et Projets transition énergétique – Direction à l'action Régionale Ile-de-France – EDF (alban.schultzdf.fr)

Si toutefois vous rencontrez des difficultés, vous pouvez vous adresser à notre délégué à la protection des données personnelles par e-mail à l'adresse [informatique-et-libertes@edf.fr](mailto:informatique-et-libertes@edf.fr).

ou par voie postale à l'adresse : Délégué à la Protection des Données (DPO) EDF - Direction des Systèmes d'Information Groupe, Mission Informatique et Libertés, Tour PB6, 20 place de la Défense, 92050 Paris La Défense CEDEX.

Vous avez également le droit d'exercer un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

## **Annexe 8 - réaffectations**

**DOSSIER N° 20007185 - ALEC SUD PARISIENNE SOUTIEN AU PROGRAMME D'ACTIONS 2020 - REAFFECTATION**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-758-65748-575002-1700

Action : 575002042- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	232 000,00 € TTC	17,24 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALEC SUD PARISIENNE  
Adresse administrative : 1 BOULEVARD DE L'ECOUTE S'IL PLEUT  
91000 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Serge MERDIECA

**PRESENTATION DU PROJET**

En raison d'une erreur matérielle, il est proposé de réaffecter 40 000 € d'autorisations d'engagement en faveur de l'ALEC Sud Parisienne.

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Cette ambition se décline de la manière suivante pour l'ALEC Sud Parisienne :

-mission 1 (particuliers) : animation d'évènements locaux, conseil (réseau FAIRE), Coach Rénov (PTRE 91 Rénover Malin), Défi famille à énergie positive, concours maison économe, accompagnement des copropriétés (conseil, aide à la décision, formations pour les syndicats, animation de la plateforme coach copro)

-mission 2 (professionnels) : animation du réseau RGE, d'un réseau de professionnel, travail sur la précarité avec les CCAS, travailleurs sociaux, gardiens d'immeubles.

-mission 3 (collectivités) : accompagnement de la CA Grand Paris Sud pour le PCAET, la labellisation Cit'Energie, la dynamique TEPCV, la réalisation de plan énergie patrimoine et sa gestion énergétique.



Moyens humains pour la réalisation du socle des missions 5 ETP :

0.5 ETP Direction

0.5 ETP fonctions supports

3 ETP cible 1 (particuliers)

0.5 ETP cible 2 (professionnels)

0.5 ETP cible 3 (collectivités)


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247. Aussi, le taux d'intervention indiqué correspond au plancher de subvention par rapport à la base subventionnable. Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

#### Localisation géographique :

 ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/ALEC (actions intérêt général énergie)

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	4,07%
Services extérieurs	8 500,00	3,15%
Autres services extérieurs	17 000,00	6,30%
Impôts et taxes	1 500,00	0,56%
Charges de personnel	232 000,00	85,93%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	12 000,00	4,44%
ADEME	118 000,00	43,70%
Département 91	25 000,00	9,26%
EPT Grand Paris Sud Seine	75 000,00	27,78%
Aide régionale	40 000,00	14,81%
Total	270 000,00	100,00%

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-332  
**Modifiée de la commission permanente du 5 juillet 2023 (CP 2023-171)**

**DOSSIER N° 23004974 - CONSTRUCTION D'UNE PETITE CHAUFFERIE BIOMASSE POUR LE NOUVEAU POLE LEO LAGRANGE – COMMUNE DES MUREAUX- REAFFECTATION DE LA SUBVENTION (dossier initial 19007446)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2023-072 du 29/03/2023

**Imputation budgétaire** : 907-758-2041482-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	847 844,00 € HT	5,78 %	49 000,00 €
Montant total de la subvention			49 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DES MUREAUX  
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION  
78130 LES MUREAUX  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur FRANCOIS GARAY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2019 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les opérations relatives à ce dossier initié en 2019 a subi de nombreux retards non-imputables au porteur de projet. Suite à une saisine du médiateur, et considérant le caractère vertueux du projet, il a été décidé de réaffecter la subvention.

**Description :**

L'opération consiste à implanter une petite chaufferie biomasse, avec un appoint au gaz, pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire du nouveau centre Léo Lagrange (4735 m2 de surface de plancher).

Cet équipement éducatif est conçu pour atteindre une performance énergétique et environnementale selon le référentiel du label expérimental E+C-, avec un choix du bois pour l'ossature et l'isolation. Son besoin est estimé à 360 MWh/an.

La connexion au réseau de chaleur urbain n'est pas faisable : le raccordement sur près de 800 m de distance, avec une traversée de la route départementale, est estimé à 460 K€ HT.

Il est ainsi prévu d'installer deux petites unités de marque Okoffen de 55 kW chacune (110 kW au total), fonctionnant en cascade, avec des granulés de bois.

Bien qu'elle ne soit pas soumise au respect de valeurs limites d'émissions de poussières (PM) par le PPA, du fait d'une puissance inférieure à 1MW, cette installation dispose d'un système de filtration des fumées très performant (données constructeur de 19 mg/Nm3 à 6 % d'O2).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Chaudière biomasse de production inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50 % du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, des dépenses éligibles plafonnée à 500 000 €.

**Localisation géographique :**

 LES MUREAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment chaufferie et silo de stockage	10 000,00	0,72%
Générateur de chaleur biomasse et système d'alimentation automatique	64 500,00	4,66%
Installation électrique et hydraulique associée au générateur	604 319,00	43,65%
Ingénierie	153 925,00	11,12%
Production d'ECS, ventilation double flux	528 100,00	38,15%
Générateur d'appoint	23 500,00	1,70%
Total	1 384 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département des Yvelines	553 738,00	40,00%
Etat (politique de la ville)	95 243,00	6,88%
Région Île-de-France	49 000,00	3,54%
Autofinancement	686 363,00	49,58%
Total	1 384 344,00	100,00%

## **Annexe 9 - modifications administratives**

**AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N° 18003050  
SDC 59 AV DE PARIS 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY  
TRANSFERT A FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine  
Représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,  
en vertu de la délibération n° **CP 2023-171 du 5 juillet 2023**,  
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS, 19-21 rue Leriche 75 015 Paris,  
Représentée par Monsieur Frédéric SCHWARCZ, en qualité de gérant de FDP FIDUCIAIRE DU  
DISTRICT DE PARIS immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro  
de SIRET 642 060 040 00051 ci-après dénommée « FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS »

d'autre part,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CP46-12 du 22 novembre 2012, ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

La subvention fut attribuée initialement à FONCIA VAUCELLES, syndic de copropriété de la résidence située 59 avenue de PARIS 95 230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY. FONCIA VAUCELLES a perçu une partie du montant de la subvention. Depuis, il y a eu un changement de syndic au bénéfice de FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS.

Cet avenant permet au nouveau syndic de percevoir le solde de la subvention pour le compte de la résidence sise 59 avenue de Paris 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY.

*SONT CONVENUES DE CE QUI SUIVIT :*

**Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par délibération n° CP2018-121 du 16 mars 2018 à FONCIA VAUCELLES au profit du FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS.

FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de FONCIA VAUCELLES à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° **18003050**.

## **Article 2 :**

Dans tous les articles de la convention n° **18003050**, le terme « bénéficiaire » désigne FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS.

## **Article 3 :**

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : SDC LES TOURELLES C/O FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS 19-21 RUE LERICHE 75 015 PARIS FRANCE.

Nom de la Banque : Banque Delubac & Cie.

Code Banque : 12879 - Code Agence : 00001 - N° de compte : 40148611001 - Clé RIB : 43

## **Article 4 :**

Les dispositions de la convention n°**18003050** non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

## **Article 5 :**

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 5 juillet 2023.

## **Article 6 :**

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

## **Article 7 :**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Le

Pour FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS,

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

*Le Gérant*

*Monsieur Frédéric SCHWARCZ*

*La Présidente*

Signature revêtue du cachet de l'organisme

Madame Valérie PECRESSE  
P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-  
France et par délégation

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-121  
Modifiée par la commission permanente du 5 juillet 2023 - CP2023-171

**DOSSIER N° 18003050 - SDC 59 AV DE PARIS 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY – FDP  
FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS - COPRO DURABLE 2018  
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

**Dispositif** : Politique énergie climat (n° 00000634)

**Délibération Cadre** : CR46-12 du 22/11/2012

**Imputation budgétaire** : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 634 101,00 € HT	12,24 %	200 000,00 €
Montant déjà versé			117 149,38 €
Solde de la subvention à verser			82 850,62 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS  
Adresse administrative : 19-21 RUE LERICHE  
75 015 PARIS 15  
Statut Juridique : Société à responsabilité limitée  
Représentant : Monsieur Frédéric SCHWARCZ, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**A la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 59 avenue de Paris à SOISY-SOUS-MONTMORENCY, il s'agit de transférer au nouveau syndic, FDP FIDUCIAIRE DU DISTRICT DE PARIS, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée pour donner suite à sa demande de versement transmise aux services régionaux.**

L'ancien syndic, FONCIA VAUCELLES, a perçu un montant de 117 149,38 € sur un total de subvention de 200 000 €.

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2018 - 1 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

A la suite de la réalisation d'un audit global en 2016 et confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement, la copropriété a décidé de s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Description de la copropriété  
année de construction : 1960  
nombre de bâtiments : 1



nombre de logements : 144  
nombre de lots : 178  
surface (m²) : 11667  
mode de chauffage actuel : gaz collectif  
mode de production d'eau chaude sanitaire actuel : gaz collectif

Cep ACTUEL : 169 KWH/M²/AN  
CLASSE DPE : D  
Emissions GES Actuel : 47 kgeqCO2/m2/an  
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : 95 KWH/M²/AN  
CLASSE DPE : C  
Emissions GES PROJET: 22 kgeqCO2/m2/an  
ETIQUETTE GES DPE : D

Les travaux envisagés sont :

- isolation des façades
- remplacement des menuiseries collectives
- rénovation de la chaufferie
- rénovation de la ventilation

**Détail du calcul de la subvention :**  
60 €/m² SHON Plafonnée à 200 000 €

**Localisation géographique :**  
 SOISY-SOUS-MONTMORENCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	1 172 192,00	71,73%
remplacement de menuiseries	40 310,00	2,47%
rénovation du chauffage	212 556,00	13,01%
rénovation de la ventilation	209 043,00	12,79%
Total	1 634 101,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats d'économe d'énergie	24 818,00	1,52%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	12,24%
FONDS PROPRES	1 409 283,00	86,24%
Total	1 634 101,00	100,00%

Commission permanente du 8 octobre 2015 – CP15-713  
Modifiée par la commission permanente du 22 mai 2019 – CP 2019-177  
**Modifiée par la commission permanente du 5 juillet 2023 - CP2023-171**

**DOSSIER N° 15016654 - SDC 145-155 RUE DE CHEVILLY 94800 VILLEJUIF - FONCIA  
MANSART - AUDIT ENERGETIQUE  
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

**Dispositif** : Politique énergie climat (n° 00000634)

**Délibération Cadre** : CR2018-016 du 03/07/2018

**Imputation budgétaire** : 907-75-20422-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	22 067,50 € HT	50,00 %	11 033,75 €
Montant total de la subvention			11 033,75 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FONCIA MANSART  
Adresse administrative : 10 RUE ALFRED COUTURIER  
78160 MARLY-LE-ROI  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Giles BORDES, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Réaffectation de la commission permanente du 22 mai 2019 – CP 2019-177** : La présente opération a fait l'objet, par délibération CP15-713 du 8 octobre 2015, d'un soutien régional à hauteur de 11 033.75 €. La demande de versement de subvention transmise par le bénéficiaire dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à une erreur matérielle régionale, la subvention est devenue caduque. Cette fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initialement prévues.

**Transfert de bénéficiaire de la commission permanente du 5 juillet 2023 - CP2023-171** : à la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 145-155 rue de Chevilly 94 800 VILLEJUIF, il s'agit de transférer au nouveau syndic, FONCIA MANSART, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée pour donner suite à sa demande de versement transmise aux services régionaux.

**Dates prévisionnelles** : 8 octobre 2015 - 31 octobre 2015

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description** :

ANNEE DE CONSTRUCTION : 1970

NOMBRE DE BATIMENTS : 5  
NOMBRE DE LOGEMENTS : 167  
NOMBRE DE LOTS : 589  
SURFACE (m²) : NC  
TYPE DE CHAUFFAGE ACTUEL : GEOTHERMIE COLLECTIF  
PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE ACTUELLE : GEOTHERMIE COLLECTIF  
CONSOMMATION ACTUELLE : 4810 MWh

**Localisation géographique :**

 VILLEJUIF

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2015

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements	22 067,50	100,00%
Total	22 067,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 033,75	50,00%
Subvention Région	11 033,75	50,00%
Total	22 067,50	100,00%

## **Annexe 10 - Avenant n°1 à la convention chaufferie Fontainebleau**

## AVENANT N° 1

### A LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE FONTAINEBLEAU ET LA REGION ILE-DE-FRANCE CONVENTION N° EX044594

**La Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2, rue Simone Veil, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, ci-après dénommée « *La Région* » ;

Et

**La Commune de Fontainebleau**, sise à Fontainebleau (77300) – 40 rue Grande – représentée par Monsieur le Maire Julien Gondard ;  
ci-après dénommée « *La ville de Fontainebleau* » ;

Ci-après désignées individuellement la « *Partie* » et collectivement les « *Parties* ».

#### APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

Par délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019, relative à la mise en œuvre de la politique énergie-climat : 5ème affectation 2019, la Région Île-de-France a accordé un soutien à la construction d'une chaufferie bois et l'extension d'un réseau urbain existant (AAP Biomasse 2018-2019).

Il est proposé d'apporter des précisions sur le montage juridique de la présente demande, afin d'intégrer les dépenses engagées par le délégataire, ENGIE.

C'est l'objet du présent avenant.

#### SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1

Il est proposé de remplacer l'article 2.1 « Obligations relatives au projet subventionné » comme suit :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « *fiche projet* ».

Le bénéficiaire s'engage également à :

- Dans le cas d'une aide aux investissements/travaux : réaliser un suivi de l'exploitation sur l'opération afin de fournir un bilan énergétique annuel pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 4 ;
- Conserver pendant dix ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région, y compris le présent contrat qui ne fera l'objet d'aucune reproduction, sauf circonstances exceptionnelles ;
- Supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale ;

- Inviter la Région en cas de mise en place d'un comité de pilotage composé par le bénéficiaire et tout autre organisme financeur afin d'informer de l'état d'avancement du projet et des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre ;
- Informer la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution du projet, afin de dresser un bilan des actions et travaux réalisés.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région, et aux organismes désignés par celle-ci, tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant cinq ans, sous peine de la restitution de toute ou partie de la subvention perçue selon les modalités indiquées à l'article 6.

Dans le cadre d'une concession, le bénéficiaire s'engage à :

- mener les opérations définies dans la fiche projet annexée jusqu'à leur terme ;
- assurer avec son délégataire le complément de financement, y compris tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation globale ;
- inscrire sur son budget d'investissement, en cas de participation financière à l'opération prévue dans le contrat de délégation de service public, les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation des opérations ;
- répercuter intégralement la subvention régionale sur l'usager du service public délégué par une baisse des tarifs perçus par le délégataire et/ou, ou le cas échéant de la baisse des droits de raccordement des bâtiments ;
- permettre tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, du respect des stipulations de la présente convention, par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- transmettre à la Région tout document financier contractuel (convention initiale, avenant...) montrant la prise en compte de l'intégralité de la subvention dans la fixation des tarifs payés par l'usager sur la durée de la délégation de service public et/ou de la baisse des droits de raccordement des bâtiments. La transmission de ce document devra se faire au plus tard lors de la première demande de versement de la subvention ;
- s'assurer que la subvention régionale versée à son cocontractant ne puisse être qualifiée de surcompensation illégale au sens des articles 106 et 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

## **ARTICLE 2**

Il est proposé de remplacer l'article 3.3.1 « Versement d'acomptes » comme suit :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet ;

Dans le cas d'une concession, Une demande de versement de subvention signée par le bénéficiaire et l'état récapitulatif détaillé des dépenses signées par le délégataire et par le bénéficiaire.

Un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le délégataire et revêtu du cachet. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées, La copie du contrat de concession et/ou tout document contractuel montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans la fixation des tarifs perçus par le délégataire du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre dans un délai de 3 mois suivant le versement de la subvention régionale, une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### **ARTICLE 3**

Il est proposé de remplacer l'article 3.3.2 « Versement du solde » comme suit :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Lors de la demande de versement de solde, le bénéficiaire s'engage également à fournir les documents suivants :

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet ;
- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du représentant légal du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux ;

- Dans le cas d'une aide aux études : la demande est accompagnée d'un livrable valant rapport ou rendu d'études (sous format informatique et/ou papier) qui compile l'ensemble des informations inscrites au cahier des charges de l'étude (ex : rapport du calcul thermique réglementaire, résultats des études de conception en Basse consommation, résultats des études de faisabilité sur les énergies renouvelables, potentiel/gisement des énergies renouvelables, gisement des économies d'énergie ...) ;
- Dans le cas d'une concession, le contrat de concession quand il n'y a pas eu de demande d'acompte. Le bénéficiaire s'engage également à transmettre dans un délai de 3 mois suivant le versement de la subvention régionale, une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### **ARTICLE 4**

Il est proposé d'intégrer un nouvel article, portant sur les obligations du bénéficiaire en matière d'éthique, comme suit :

#### **OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Les Bénéficiaires s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### **ARTICLE 5**

Le présent avenant prend effet à compter de son approbation par la commission permanente n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023.

Les autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.



Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

**Pour la Région Île-de-France,**  
*La présidente du conseil régional*

Valérie PÉCRESSE

**Pour la Commune de Fontainebleau**  
*Le Maire*

Julien GONDARD